

### SOMMAIRE

- 1 - Communiqué de presse
- 2 - Synthèse du commerce extérieur de la France en 2009 et perspectives 2010
- 3 - Présentation détaillée des résultats du commerce extérieur 2009
- 4 - Environnement international et commerce mondial en 2009
- 5 - La compétitivité de la France au second semestre 2009
- 6 - Évolution des parts de marché dans le monde de la France et de ses partenaires de l'OCDE depuis 1990
- 7 - Les grands contrats de biens d'équipement civils dans les pays émergents en 2009
- 8 - Les exportations de la France vers l'Union Européenne en 2009
- 9 - Airbus : Bilan 2009 et perspectives 2010
- 10 - La facture énergétique en 2009
- 11 - Les échanges d'automobiles de la France en 2009
- 12 - Les échanges de produits agroalimentaires en 2009
- 13 - Les échanges de produits pharmaceutiques en 2009
- 14 - Les échanges de services en 2009
- 15 - L'investissement direct international de la France en 2008 et 2009



ANNE-MARIE IDRAC  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DU COMMERCE EXTÉRIEUR  
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

*Communiqué de presse*

*Communiqué de presse*

<http://www.economie.gouv.fr>

Paris, le 5 février 2010  
N°

## Les résultats du commerce extérieur en 2009

En 2009, le déficit commercial s'est nettement réduit pour s'établir à 43 milliards d'euros après 55,4 milliards d'euros en 2008. Ce recul résulte principalement de la baisse de la facture énergétique, en lien avec la baisse du prix du pétrole par rapport à l'année dernière.

L'année 2009 a été marquée par la crise et une contraction sans précédent du commerce mondial, se traduisant par une baisse de la demande mondiale adressée à la France du même ordre de grandeur. Aussi, les échanges extérieurs de la France n'ont pas été épargnés : les exportations de biens *en valeur* ont reculé de 17 %, et nos importations de 18 %. Toutefois, à partir du deuxième trimestre, avec la reprise progressive des échanges internationaux, le commerce extérieur français a contribué positivement à la croissance française.

En 2009, la France a réussi à maintenir ses parts de marché vis-à-vis des pays de l'OCDE, alors que celles de l'Allemagne et de l'Italie se sont légèrement réduites. Cela reflète une bonne tenue de la compétitivité française ainsi que le poids élevé de certains secteurs qui ont mieux résisté à la crise, comme la pharmacie (+8 %) ou l'aéronautique (baisse limitée à 3 %). En termes d'orientation géographique, nos exportations ont reculé vers tous nos principaux clients, à l'exception du Proche et Moyen-Orient.

Anne-Marie IDRAC a déclaré : « Ces résultats reflètent la force de la crise économique en 2009. Ils témoignent aussi, par le niveau des importations, de la meilleure résistance de l'activité en France que chez nos principaux partenaires commerciaux. La France a réussi à accroître légèrement sa part de marché en volume vis-à-vis des pays de l'OCDE alors qu'elle s'érodait régulièrement depuis 2002. Elle a aussi quasiment stabilisé sa part de marché mondiale en valeur à 3,7 % en 2009, contre 3,8 % l'année passée.

Après avoir limité l'impact négatif de la crise en 2009, notre commerce extérieur doit désormais se projeter vers la reprise. Pour en bénéficier pleinement, notamment dans les pays émergents, les entreprises pourront s'appuyer sur les instruments mis en place en 2009 avec Christine LAGARDE : politique de couverture volontariste de la Coface, garantie publique de l'assurance-crédit (CAP et CAP+ Export), élargissement du champ d'intervention de l'assurance prospection, renforcement des mesures d'accompagnement des PME à l'international (via Ubifrance et Oseo). La suppression de la taxe professionnelle et le crédit impôt recherche contribueront aussi à l'amélioration de la compétitivité de nos entreprises. Pour l'Equipe de France de l'export, 2009 a été l'année de la réforme, 2010 devra être l'année de la traduction en résultats. »

Dossier de presse disponible sur [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

### Contact

**Corinne Meutey, Conseiller Communication et Parlement**

Téléphone : +33(0)1 53 18 41 00 - Télécopie : +33(0)1 53 18 44 14

Mél : [corinne.meutey@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:corinne.meutey@cabinets.finances.gouv.fr)

WebTV : <http://www.dailymotion.com/commerce-exterieur>



## RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR 2009

### SYNTHESE DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE EN 2009 ET PERSPECTIVES 2010

#### I/ Dans un contexte de repli généralisé du commerce mondial, le déficit du commerce extérieur s'est réduit en 2009 grâce à la baisse de la facture énergétique

L'année 2009 a été marquée par la **crise et une contraction sans précédent du commerce mondial** (-13 % en volume), se traduisant par une baisse de la demande mondiale adressée à la France du même ordre de grandeur. **Les échanges extérieurs de la France n'ont pas été épargnés par cette crise du commerce mondial :**

- *sur le champ des **biens et en valeur***, les données douanières font état d'un recul marqué de nos exportations (-17 %) du même ordre que celui de nos importations (-18 %). En volume, les exportations de biens se replieraient dans les mêmes proportions que la demande mondiale adressée à la France, soit environ 13 %.
- *sur le champ des **services et en valeur***, les statistiques de la balance des paiements indiquent un recul moins marqué de nos exportations (-9 %) comme de nos importations (-7 %).

Dans ce contexte, le **déficit commercial des échanges de biens en valeur totale de la France (données FAB-FAB) s'est nettement réduit sur l'ensemble de l'année 2009**, pour s'établir à 43 milliards d'euros après 55,1 milliards d'euros en 2008. Ce recul résulte en bonne partie de la **baisse de la facture énergétique** de 19,1 milliards d'euros en lien avec la baisse du prix du pétrole.

**Hors énergie, le solde de la balance commerciale s'est dégradé de 4,8 milliards d'euros, un ordre de grandeur qui reflète avant tout le fait que la France a mieux résisté à la crise que ses principaux partenaires commerciaux :**

- les exportations françaises de biens hors énergie en valeur ont reculé de 15,7 %, en raison du fort recul des importations des principaux partenaires commerciaux de la France (-15 % en Allemagne, -19 % en Italie, -23 % en Espagne) ;
- nos importations de biens hors énergie se sont un peu mieux tenues (-14 % en valeur) que celles de nos principaux partenaires, en lien avec une meilleure résistance de l'activité française dans son ensemble (la croissance se serait établie à -2¼ % en France en 2009, contre -4,8 % en Allemagne et -4 % dans la zone euro).

Parallèlement, la crise s'est aussi traduite par un **repli marqué des flux d'investissement internationaux** en 2009. Ainsi, la France a vu ses investissements directs étrangers (IDE) entrants reculer de 15 % en 2009, tandis que les IDE sortants se sont repliés de 11 %.

## **II/ L'environnement international, plus porteur depuis le milieu de l'année, a contribué à la sortie de récession de la France et de ses partenaires**

**Le commerce mondial, en nette reprise depuis le 3<sup>e</sup> trimestre, catalyse la reprise économique.** Cette amélioration, qui est intervenue dans un contexte global de dissipation des tensions sur les marchés financiers, a reposé sur trois facteurs principaux. Tout d'abord, le rebond observé début 2009 des échanges extérieurs en Asie, et notamment des importations chinoises, a largement contribué au redressement du commerce mondial. Ensuite, certaines mesures décidées dans le cadre des plans de relance gouvernementaux ont très rapidement produit leurs effets, à l'image des dispositifs de prime à la casse. Enfin, le mouvement de réduction des stocks, qui a fortement contribué à la dégradation de l'activité, devrait, en s'amenuisant, soutenir la croissance à court terme.

Dans ce contexte, **les évolutions du commerce extérieur de la France ont été plus favorables aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2009** et ont largement contribué à la sortie de récession de la France, avec des exportations en volume rebondissant plus rapidement que les importations ; hors énergie, la France a presque stabilisé son solde commercial au 3<sup>e</sup> trimestre grâce à d'importantes livraisons de matériel aéronautique et spatial.

**Le 4<sup>e</sup> trimestre enregistre un retour du commerce international à des rythmes de croissance plus habituels**, avec des exportations en léger recul en raison du contrecoup des ventes exceptionnelles réalisées au 3<sup>e</sup> trimestre, des évolutions du change et de l'essoufflement de certaines mesures de relance de nos partenaires. Toutefois, **les grands contrats d'équipements civils à destination des pays émergents ont fortement progressé au 4<sup>e</sup> trimestre** après un début d'année mal orienté en raison de la crise.

## **III/ Contrairement à l'Allemagne et l'Italie, la France a réussi à maintenir en 2009 ses parts de marché en volume vis-à-vis des pays de l'OCDE, ce qui reflète une bonne tenue de notre compétitivité**

Ainsi, la part de marché française en volume s'améliore légèrement en 2009 (à 6,6 % après 6,5 % en 2008), tandis que celles de l'Allemagne ou, plus encore, de l'Italie s'inscrivent en recul : en effet, les exportations de biens françaises ont mieux résisté que celles de l'Allemagne et de l'Italie.

Cette bonne performance de la France ne peut s'expliquer uniquement par les **effets favorables de la dépréciation du taux de change effectif nominal de l'euro en 2<sup>e</sup> partie de 2008**, puisque celle-ci a bénéficié également à ses partenaires de la zone euro.

Elle ne s'explique pas non plus par **l'orientation géographique de nos exportations** : le recul de la demande mondiale adressée à la France est en effet comparable à celui enregistré par l'Allemagne ou l'Italie. Comme pour le reste de nos partenaires européens, nos exportations ont ainsi reculé fortement vers tous nos principaux clients (à l'exception du Proche et Moyen-Orient).

**La bonne performance française résulte en partie de sa spécialisation sectorielle**, compte tenu du poids élevé de certains secteurs qui ont mieux résisté aux fluctuations de la conjoncture, comme la pharmacie (hausse des ventes de 8 %), l'aéronautique (baisse des exportations limitée à 3 %) ou les industries agroalimentaires hors boissons (baisse de seulement 6 %).

Enfin, **le gouvernement a adopté en 2009 un certain nombre de mesures de soutien à l'appareil exportateur français**, et notamment nos petites et moyennes entreprises tournées vers l'export : élargissement du champ d'intervention de la Coface (SFEF export, Cap et Cap+ export), renforcement des mesures d'accompagnement des PME (via Ubifrance).

#### **IV/ En 2010, les échanges extérieurs de la France devraient poursuivre leur rebond amorcé au 2<sup>nd</sup> semestre 2009**

Les derniers indicateurs conjoncturels confirment l'amélioration de la situation économique mondiale, notamment dans l'industrie manufacturière. En 2010, les marchés financiers devraient en outre poursuivre leur normalisation et le commerce mondial s'intensifier. Toutefois, plusieurs facteurs laissent penser que la reprise sera graduelle : la sortie progressive des dispositifs de relance et le caractère temporaire du mouvement de restockage à l'œuvre depuis le 2<sup>nd</sup> semestre pourraient en effet modérer l'activité mondiale.

Dans ce contexte de reprise fragile, les échanges extérieurs de la France, à l'importation comme à l'exportation, devraient renouer avec la croissance en 2010 :

- à l'importation, les achats de produits manufacturés devraient se renforcer avec la reprise graduelle de la demande intérieure, et, notamment, de l'investissement des entreprises et un moindre déstockage ; parallèlement, les hausses observées du cours du baril de Brent depuis février 2008 pourraient accroître notre facture énergétique ;
- à l'exportation, les entreprises françaises devraient tout d'abord bénéficier du rebond de la demande mondiale. En termes de compétitivité, les entreprises seront soutenues par les réformes structurelles mises en œuvre

depuis 2007 (notamment la suppression de la taxe professionnelle sur la totalité des investissements productifs et la prolongation du remboursement anticipé du crédit impôt recherche), mais elles pourraient néanmoins souffrir des évolutions récentes du taux de change de l'euro.

Au final, le déficit du commerce extérieur se stabiliserait aux alentours de 45 milliards d'euros en 2010 sous les hypothèses retenues dans le cadrage macroéconomique du projet de loi de finances rectificative pour 2010.



# Les résultats du commerce extérieur 2009

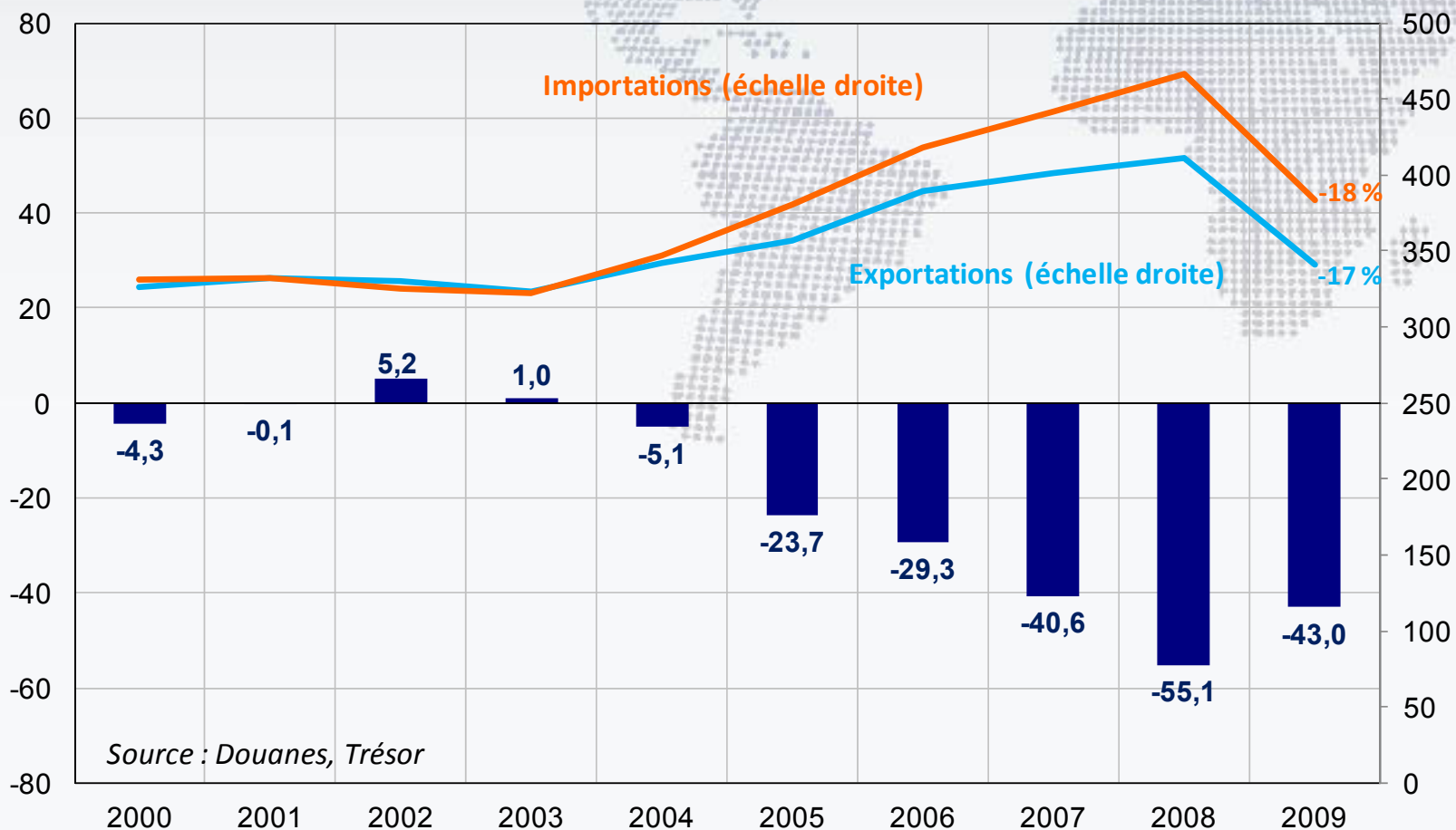
Vendredi 5 février 2010

**Anne-Marie IDRAC**  
Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur



Notre déficit commercial s'est réduit en 2009 dans un contexte marqué par une grave crise économique

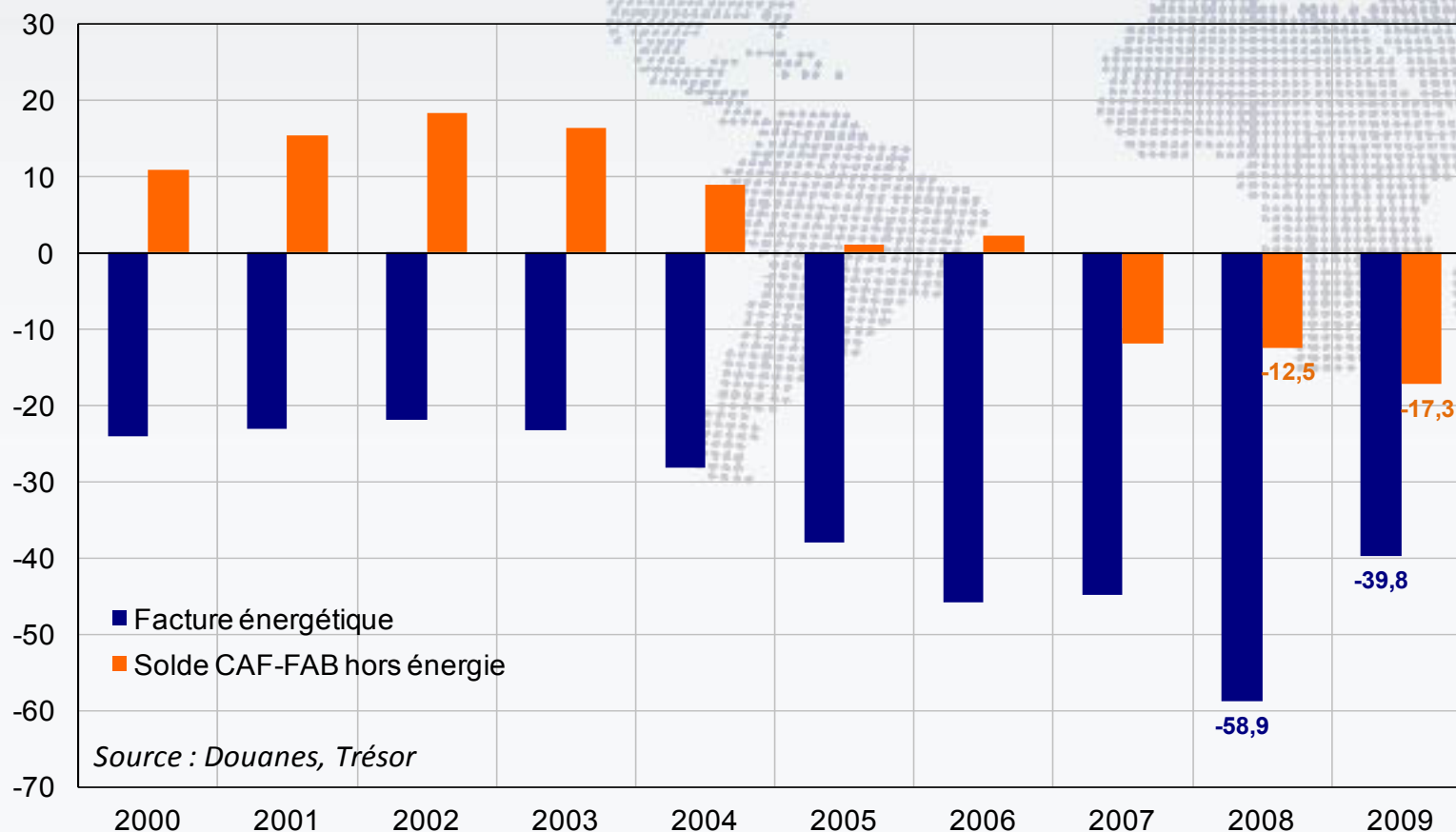
Solde commercial et échanges commerciaux  
(en Md€, données FAB-FAB)



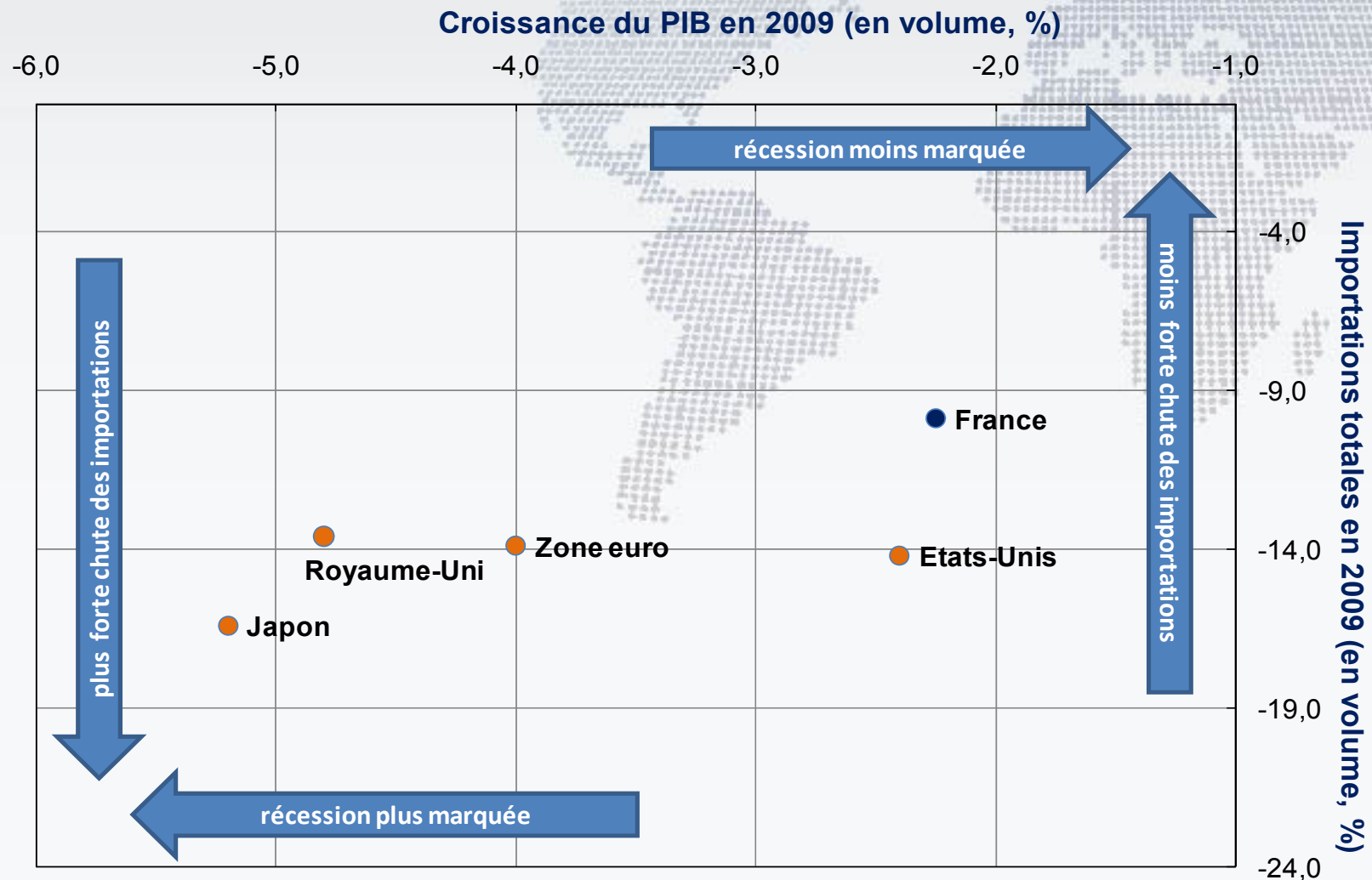


# La facture énergétique s'est fortement réduite en 2009 mais le déficit hors énergie a continué à se creuser

Evolution de la facture énergétique et du solde commercial hors énergie  
(en Md€)

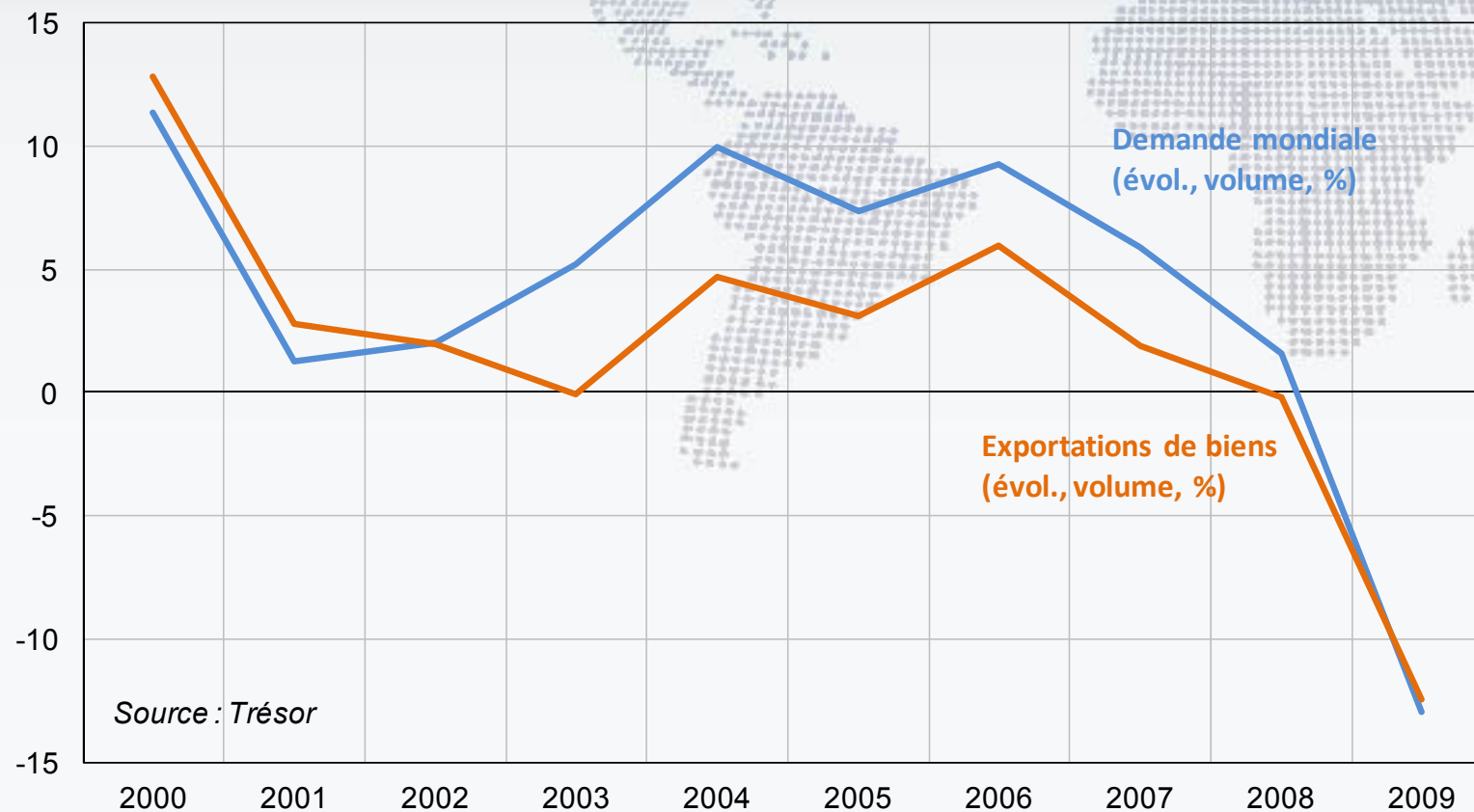


En lien avec la meilleure résistance de la demande intérieure, nos importations ont en moyenne moins reculé que celles de nos partenaires



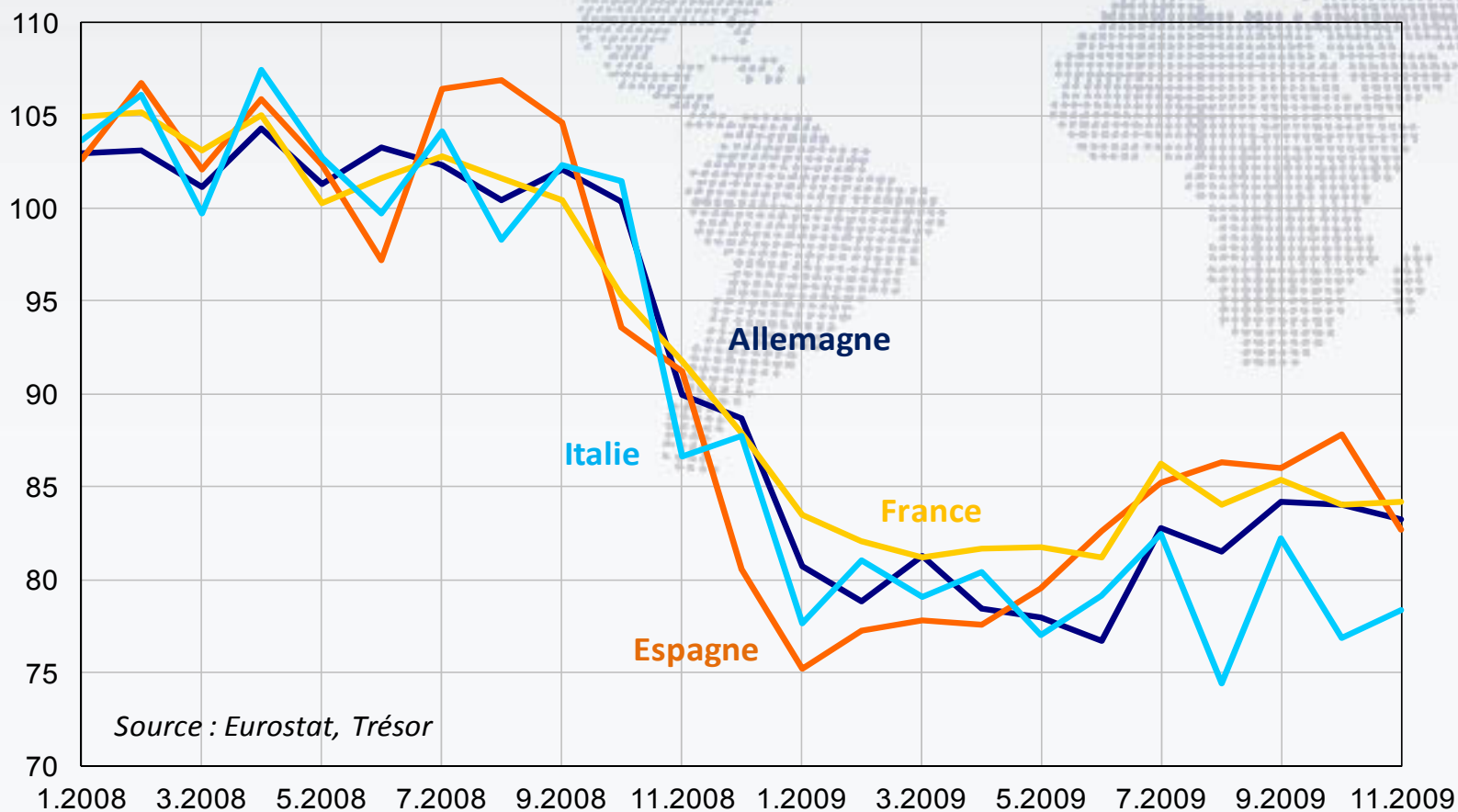
Après avoir subi des pertes de parts de marché depuis 2000, nos exportations évoluent en ligne avec la demande mondiale en 2009

Evolution de la demande mondiale adressée à la France  
et des exportations (en %)



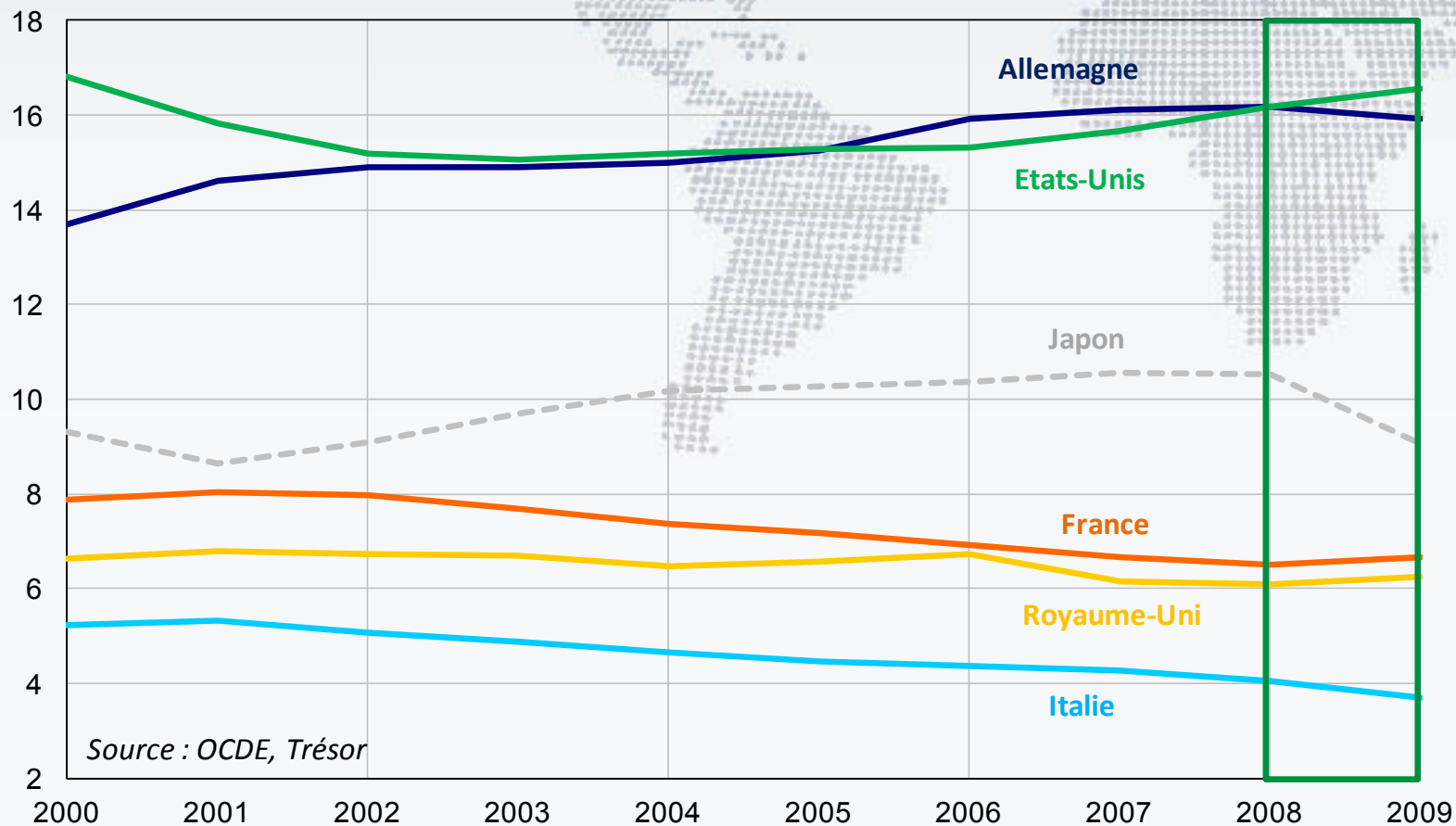
En comparaison internationale, les exportations de biens françaises ont un peu mieux résisté que celles de l'Allemagne et de l'Italie en 2009

Évolution mensuelle des exportations de biens en valeur  
(Base 100 : moyenne 2008, dernier point représenté : novembre 2009)



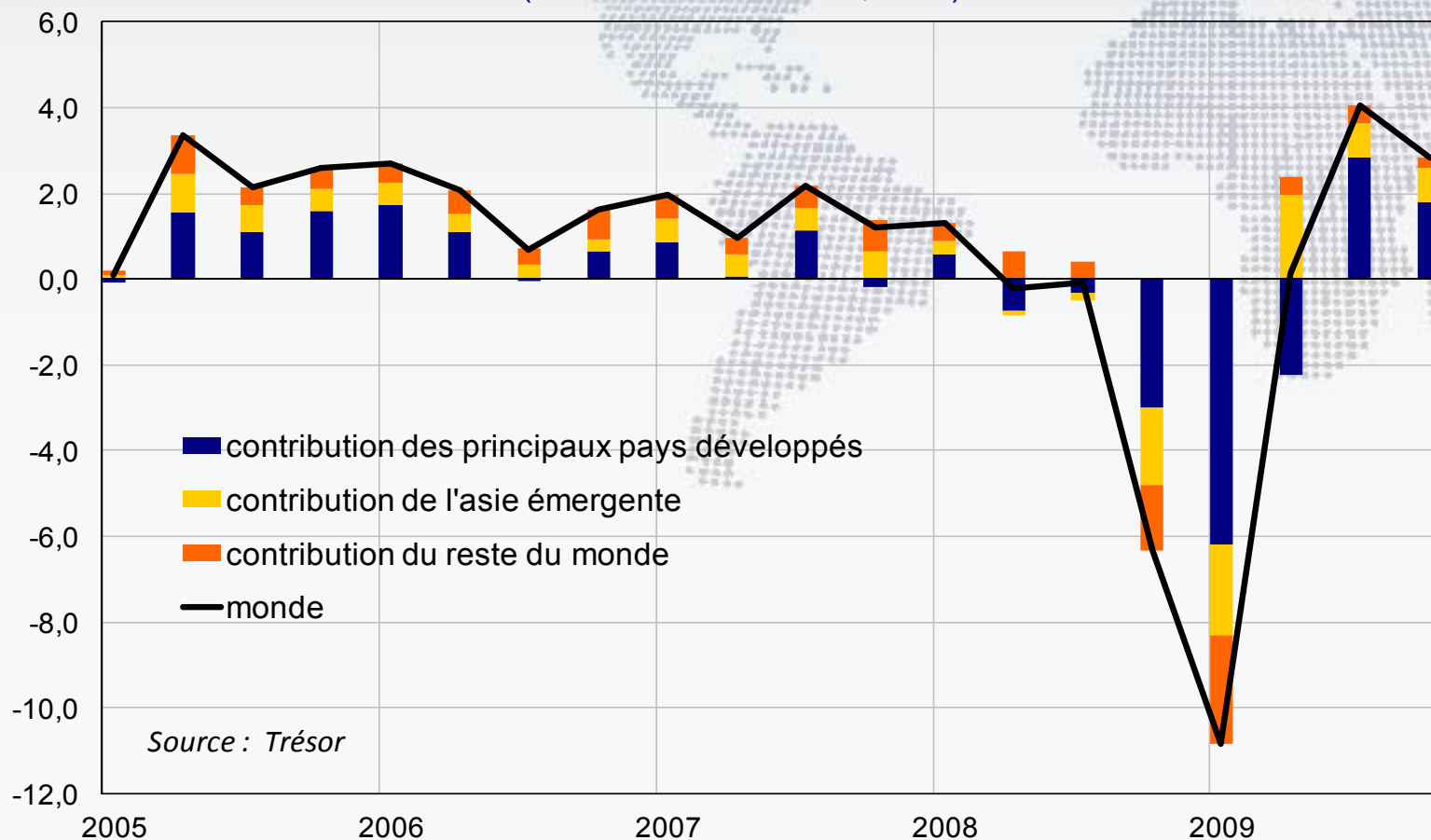
## La France a réussi à maintenir ses parts de marché en volume vis-à-vis de l'OCDE

Part de marché vis-à-vis de l'OCDE des 6 principaux exportateurs (en volume)



## Depuis mi-2009, le rebond du commerce mondial, amorcé par l'Asie, favorise la reprise

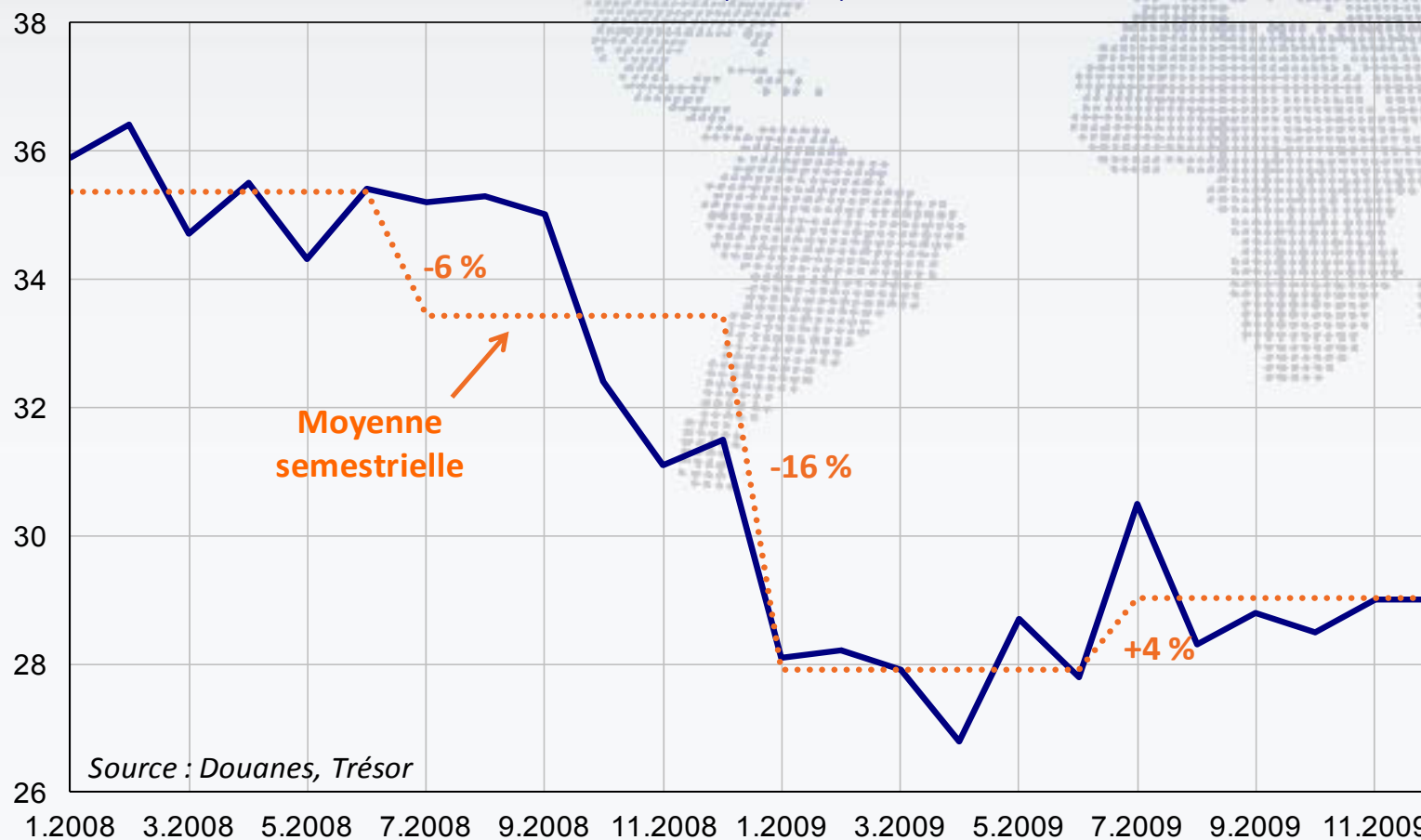
Evolutions du commerce mondial  
(variations trimestrielles, en %)





## Les évolutions du commerce extérieur de la France ont été plus favorables au 2<sup>nd</sup> semestre 2009

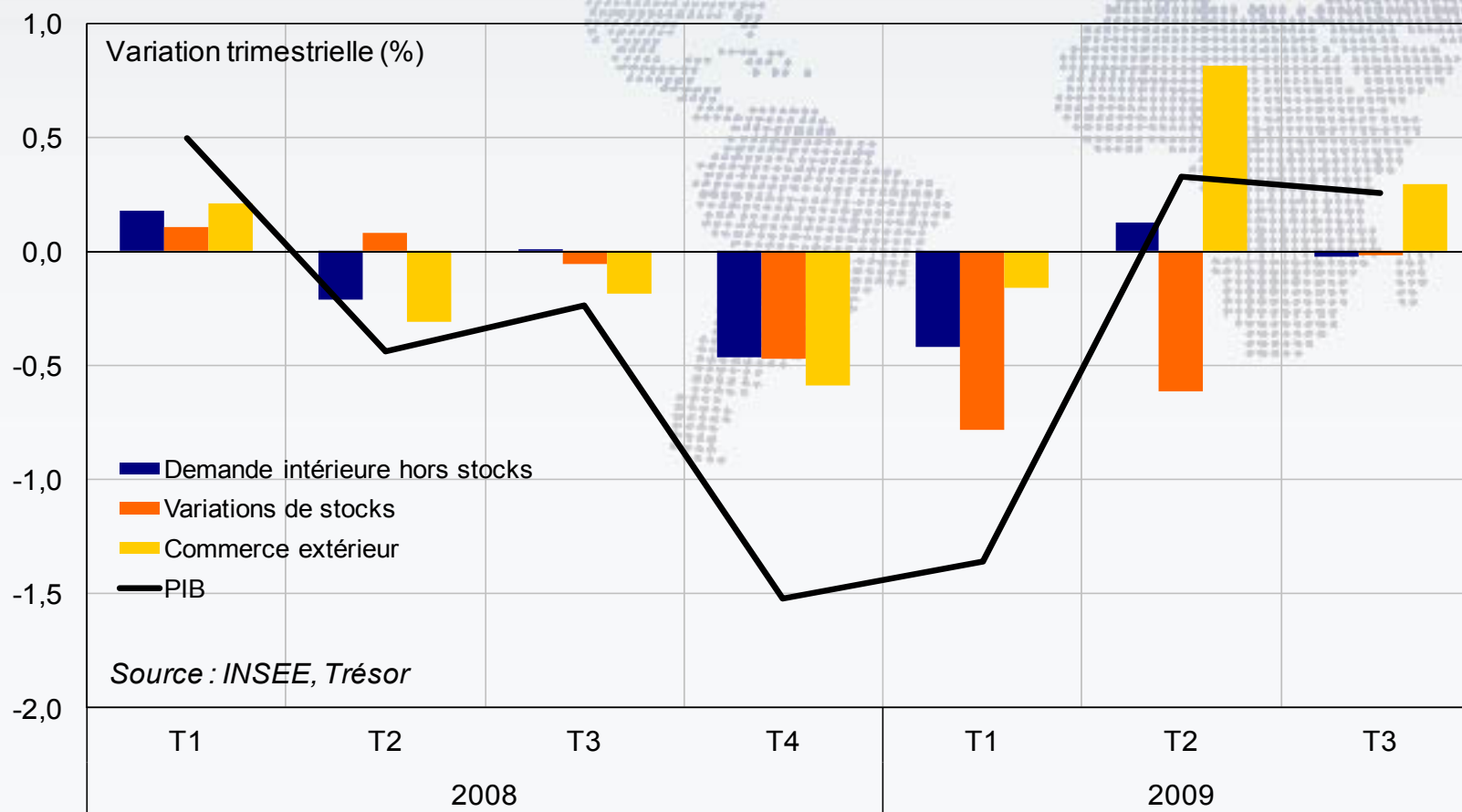
Evolution mensuelle et semestrielle des exportations  
(en Md€)





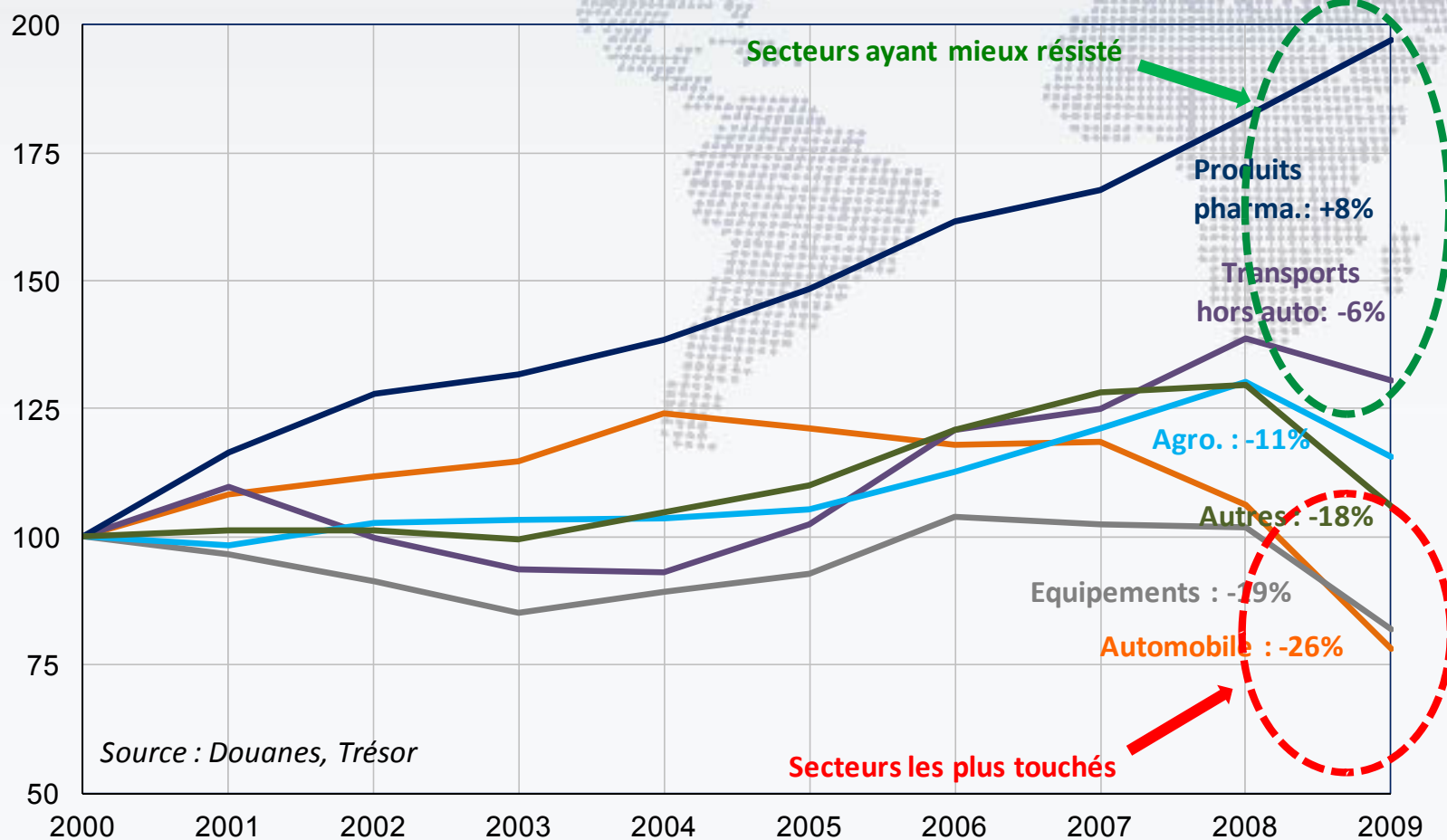
# Le commerce extérieur a contribué à la sortie de récession en France

France : PIB et contributions depuis 2008  
(Derniers points : 3<sup>e</sup> trimestre 2009)



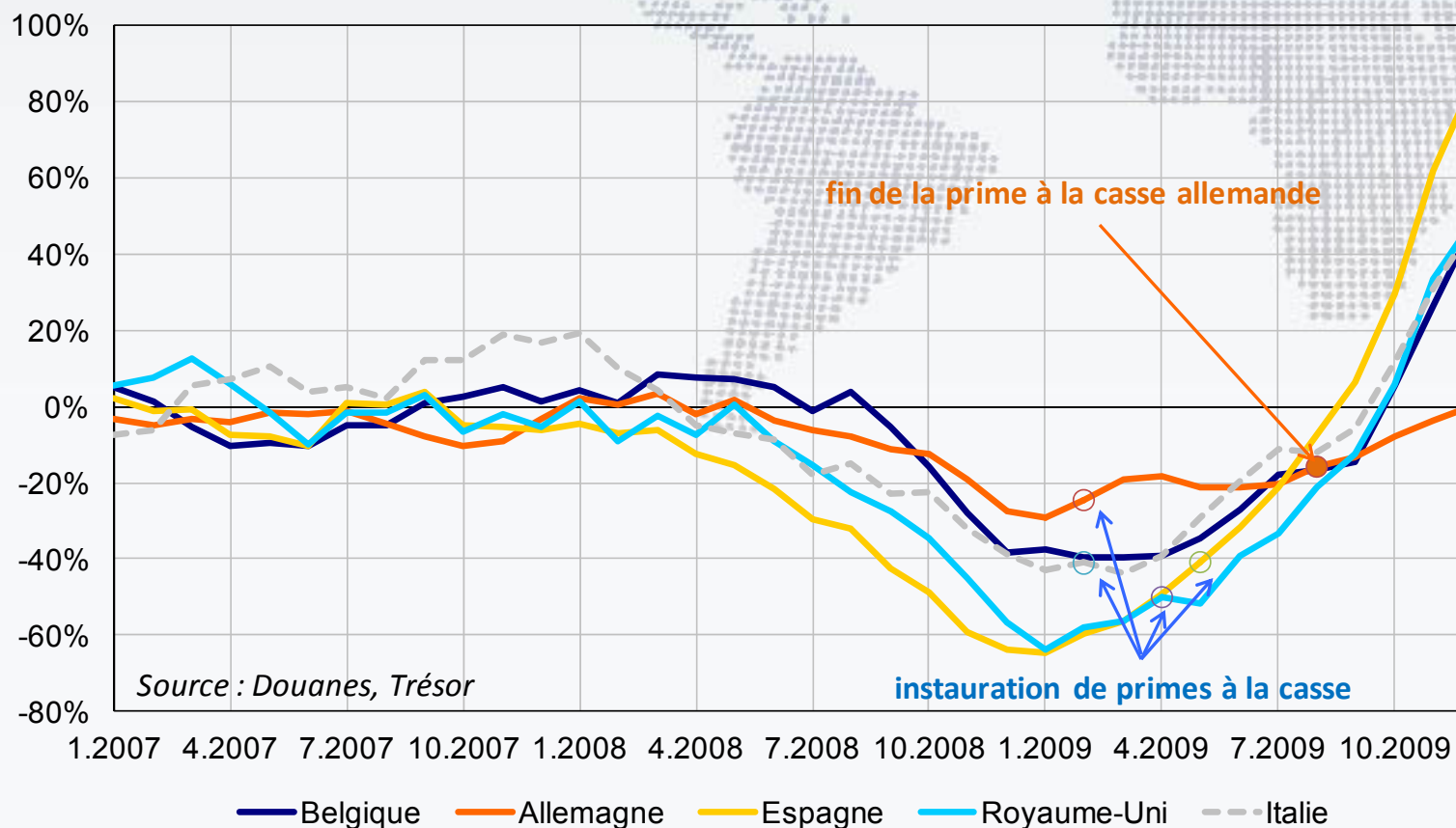
## Cette bonne performance résulte notamment de sa spécialisation sectorielle

Evolution sectorielle des exportations  
(base 100 en 2000, données CAF-FAB)



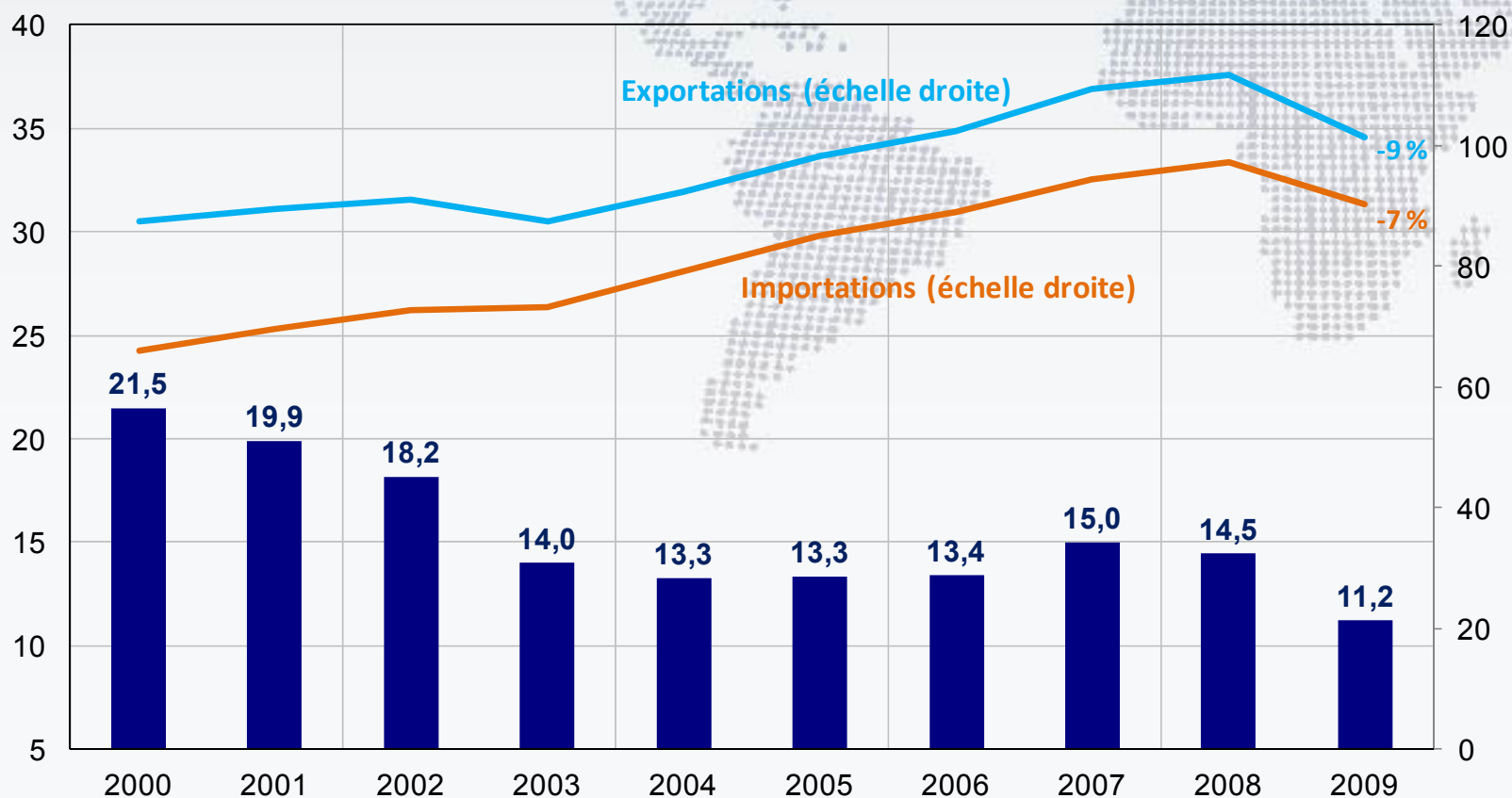
Les ventes d'automobiles progressent depuis le 2<sup>e</sup> trimestre, en lien avec les mesures de soutien adoptées par nos partenaires

Evolution mensuelle des exportations d'automobiles vers nos cinq premiers clients  
(en glissement annuel, moyenne mobile sur 3 mois - données brutes)



Les services n'ont pas été épargnés par le repli du commerce mondial mais ont mieux résisté que les biens

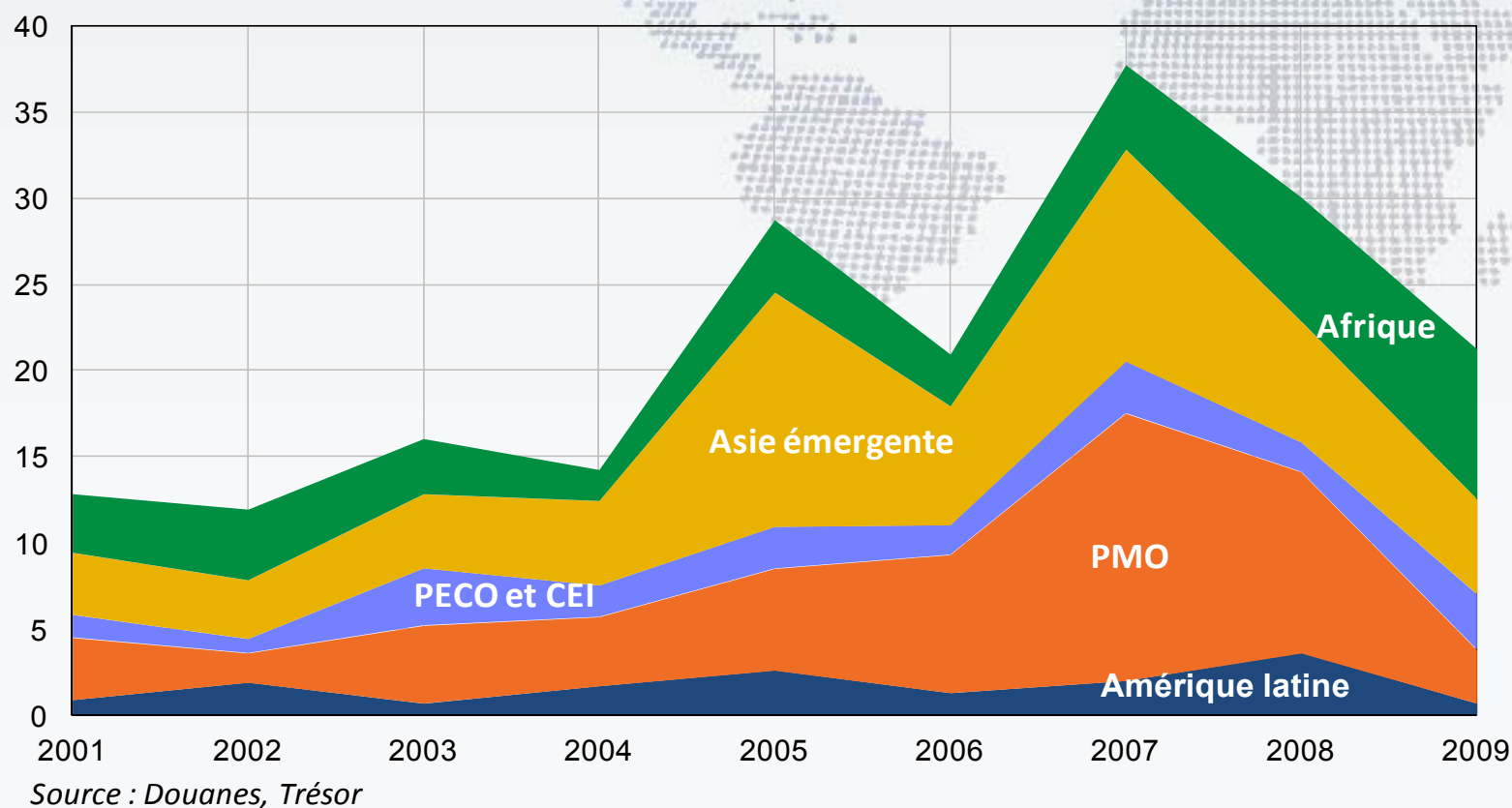
Solde et échanges de services  
(en Md€, données CVS, gel du mois de décembre à partir de novembre)



Source : Banque de France, Trésor

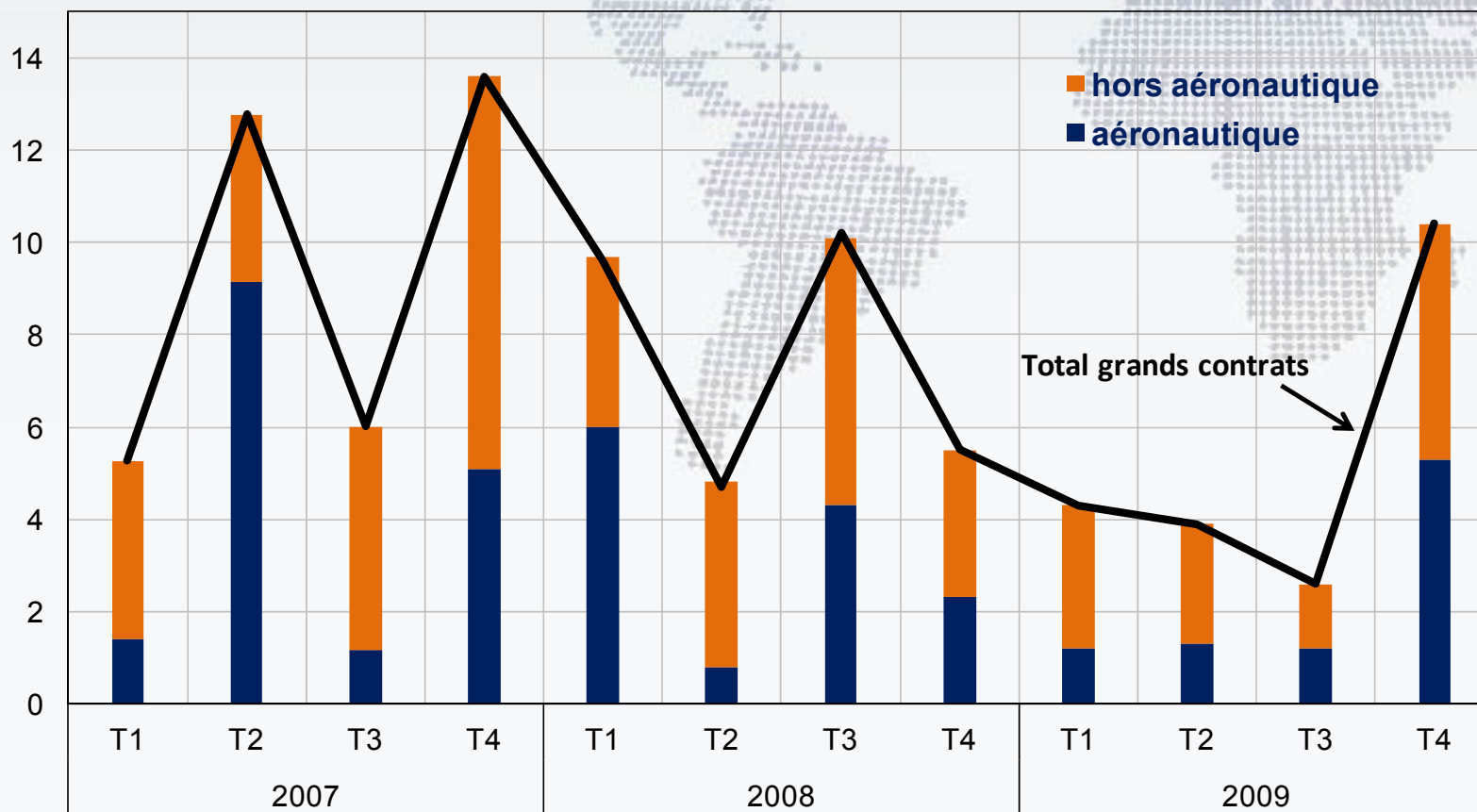
## L'Afrique devient notre première zone cliente pour les grands contrats dans les pays émergents

Evolution des grands contrats dans les pays émergents par zone géographique  
(en Md€, cumul des 12 derniers mois)



## Les grands contrats signés dans les pays émergents ont nettement rebondi au 4<sup>e</sup> trimestre

Grands contrats de biens d'équipements civils dans les pays émergents (en Md€, données trimestrielles)



Source : Trésor



## Les défis pour 2010

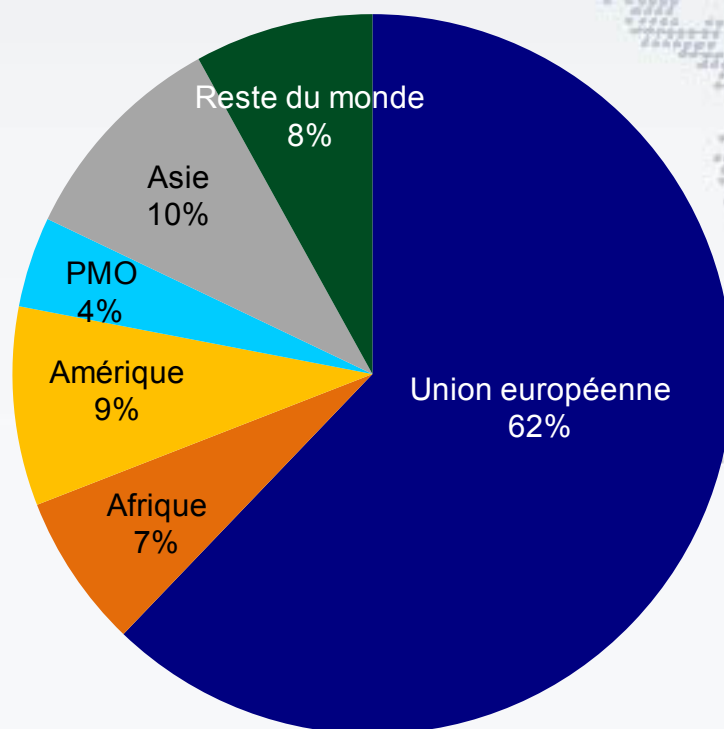
- Un enjeu géographique: mieux orienter notre commerce vers les zones de forte croissance
- Approfondir le travail en filières
- Tirer parti des « *boosters* » de compétitivité
- Mobiliser l'Equipe de France de l'export



## Résultats complémentaires

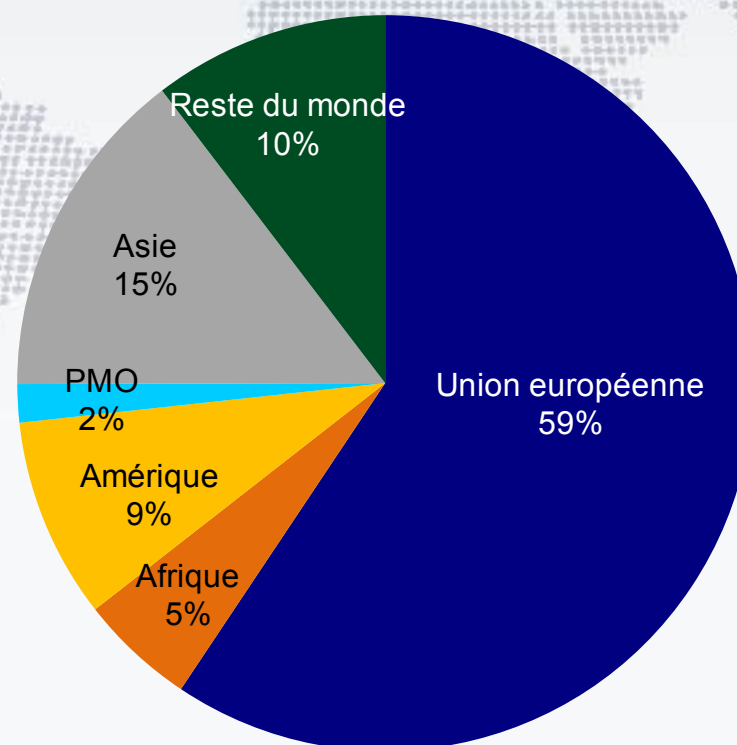
L'Union Européenne reste de loin la 1<sup>ère</sup> zone partenaire, représentant environ 60% des exportations et des importations

Exportations de biens



Source : Douanes, Trésor

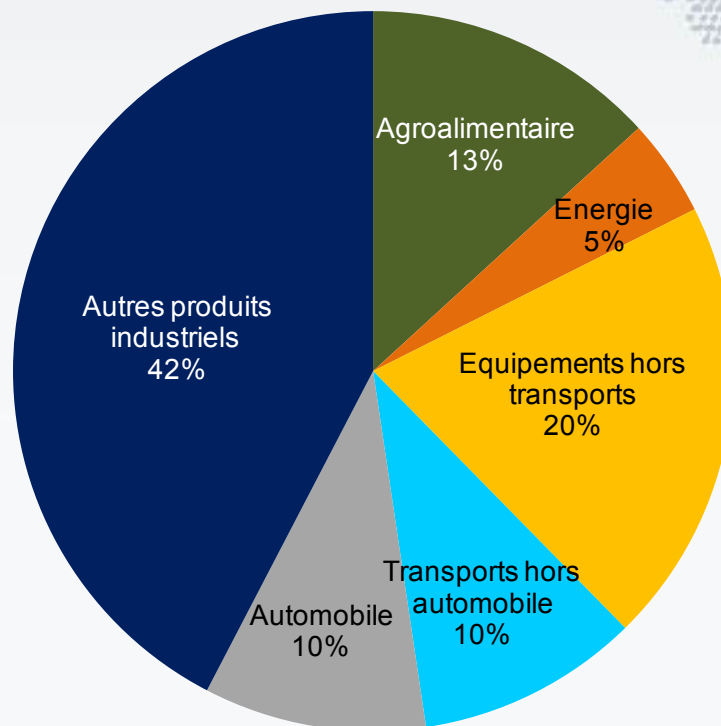
Importations de biens



Source : Douanes, Trésor

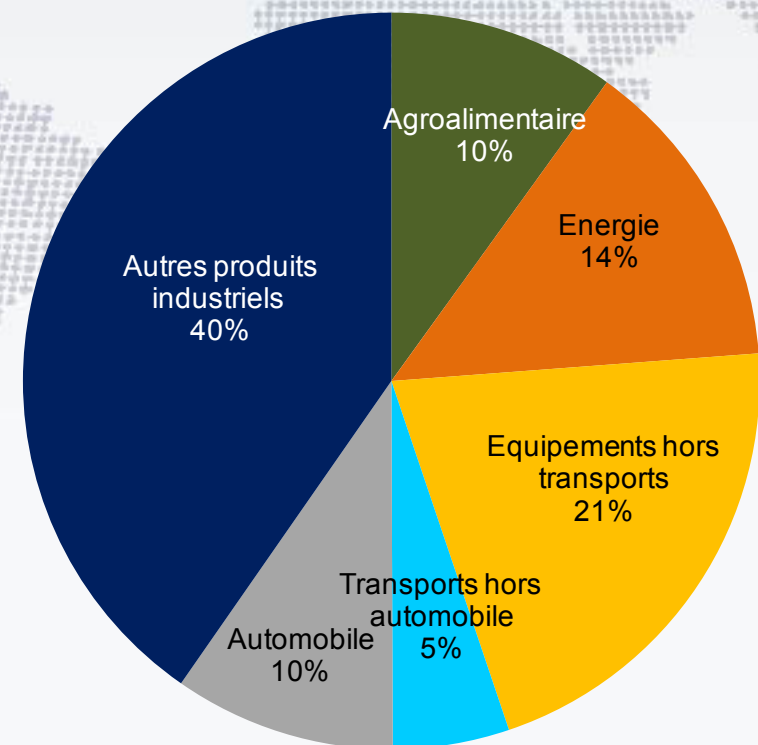
La France est structurellement exportatrice nette de matériels de transports hors automobile et de produits agroalimentaires, et importatrice nette d'énergie

Exportations de biens



Source : Douanes, Trésor

Importations de biens



Source : Douanes, Trésor

### ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET COMMERCE MONDIAL EN 2009

*L'activité mondiale, qui a subi un décrochage sans précédent à la fin de 2008 et au début de 2009, s'est stabilisée au printemps et redressée à partir de l'été. La plupart des principales économies, à l'exception du Royaume-Uni et de l'Espagne, sont sorties de récession plus tard, au 3<sup>e</sup> trimestre 2009. Toutefois, le redressement de l'activité repose en grande partie sur des facteurs dont les effets sont temporaires (plans de relance, cycle des stocks) et les derniers indicateurs conjoncturels d'activité, qui progressent sans entrain, soulignent la fragilité de la reprise.*

#### I/ Un début d'année 2009 difficile et une reprise progressive

Après la France, l'Allemagne et le Japon au 2<sup>e</sup> trimestre, les principales économies sont sorties de récession au 3<sup>e</sup> trimestre. Le Royaume-Uni et l'Espagne font exception : les déséquilibres internes dans ces pays (notamment la situation sur le marché immobilier et l'endettement des ménages) pèsent encore sur la demande intérieure, et partant, sur l'activité.

L'année 2009 aura été caractérisée par un recul de l'activité de 1 % en moyenne annuelle dans le monde, contraction sans précédent : la croissance mondiale de ces dix dernières années a été de 3,6 % en moyenne par an. Toutefois, la fin de l'année 2009 marque aussi la sortie de récession. Cette amélioration, qui est intervenue dans un contexte global de dissipation des tensions sur les marchés financiers, a reposé sur trois facteurs principaux. Tout d'abord, le rebond observé début 2009 des échanges extérieurs en Asie, et notamment des importations chinoises, a largement contribué au redressement du commerce mondial (Cf. partie 2). Ensuite, certaines mesures décidées dans le cadre des plans de relance gouvernementaux ont très rapidement produit leurs effets, à l'image des dispositifs de prime à la casse. Enfin, le mouvement de réduction des stocks, qui a fortement contribué à la dégradation de l'activité, devrait, en s'amenuisant, soutenir la croissance au moins à court terme.

La reprise se révèle encore fragile, comme en témoignent les derniers indicateurs conjoncturels. Partout dans le monde, au 4<sup>e</sup> trimestre, les indicateurs de confiance des directeurs d'achat progressent modérément, voire reculent dans

certain pays. La production industrielle continue malgré tout de progresser, à un rythme toutefois plus contenu qu'au trimestre précédent.

Tableau : Evolutions du PIB et du commerce dans le monde (\*)

<b><i>Evolutions en %</i></b>	<b>2008</b>	<b>2009 (p)</b>
<b>PIB Monde</b>	<b>2.5</b>	<b>-1.0</b>
<b>PIB Etats-Unis</b>	<b>0.4</b>	<b>-2.5</b>
<b>PIB Japon</b>	<b>-1.2</b>	<b>-5.2</b>
<b>PIB Chine</b>	<b>9.0</b>	<b>8.1</b>
<b>PIB Zone euro</b>	<b>0.7</b>	<b>-4.0</b>
<b>PIB Allemagne</b>	<b>1.0</b>	<b>-4.8</b>
<b>PIB Espagne</b>	<b>0.9</b>	<b>-3.5</b>
<b>PIB Italie</b>	<b>-1.0</b>	<b>-4.8</b>
<b>PIB Royaume-Uni</b>	<b>0.5</b>	<b>-4.7</b>
<b>Commerce mondial</b>	<b>1.7</b>	<b>-12.8</b>
<b>Demande mondiale adressée à la France</b>	<b>1.6</b>	<b>-13.0</b>

(\*) Sources : comptabilités nationales. Calculs : Direction générale du Trésor.

(p) Prévisions réalisées sur la base des informations connues au 24 décembre.

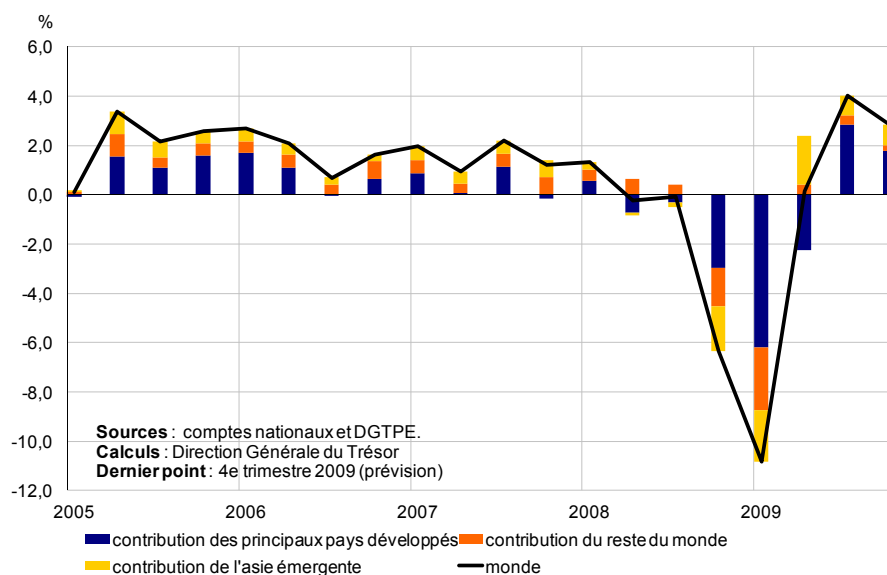
## **II/ Le commerce mondial en soutien de la reprise**

La chute du commerce mondial a amplifié la récession au cours de l'hiver 2009, notamment dans les pays fortement tournés vers l'extérieur. En moyenne sur l'année 2009, le commerce mondial enregistre un recul historique : -12,8 % après +1,7 % en 2008, et une croissance moyenne de 6,6 % sur les dix dernières années. La demande mondiale adressée à la France connaît le même profil (Cf. tableau et graphique).

Toutefois, depuis le milieu de l'année, le redressement du commerce mondial catalyse la reprise. La reprise des échanges mondiaux a été initiée en Asie : le desserrement marqué des conditions d'octroi de crédit et le plan de relance en Chine se sont traduits par un rebond de la demande intérieure qui a stimulé les importations.

Au total, les déséquilibres mondiaux de balance courante se sont partiellement résorbés pendant la crise. Celle-ci a permis une réduction de plus de moitié du déficit de la balance des biens et services américaine, et une réduction du surplus commercial des pays de l'OPEP et de la Chine. En perspective, la poursuite de cette tendance semble peu probable, d'une part parce que le déficit public américain resterait important, malgré une stabilisation à un niveau élevé du taux d'épargne des ménages, et d'autre part parce qu'une hausse durable de la demande intérieure chinoise ne pourra se matérialiser que progressivement.

## Graphique : Commerce mondial et contributions géographiques



## LA COMPETITIVITE DE LA FRANCE AU 2<sup>ND</sup> SEMESTRE 2009

Après s'être sensiblement redressée en 2008 à la faveur de la baisse de l'euro, la compétitivité de la France s'est repliée tout au long de l'année 2009 sous l'effet de l'appréciation de la monnaie européenne.

### I/ Le taux de change effectif nominal de la France poursuit sa hausse en 2<sup>e</sup> partie d'année 2009 (cf. gr. 1 en annexe)

L'euro a accentué au 2<sup>nd</sup> semestre son renforcement vis-à-vis d'une majorité de devises amorcé en début d'année 2009, à la suite de la nette baisse de 2008.

Face au dollar, la monnaie européenne a continué de progresser à un rythme soutenu (+5 % et +3,3 % successivement aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres), repassant début décembre au-dessus de la borne symbolique de 1,50\$ (contre 1,26\$ au point bas de février). L'euro s'est raffermi également contre le yen au 3<sup>e</sup> trimestre (+1 %) avant de reculer au 4<sup>e</sup> (- 0,9 %). Enfin, vis-à-vis de la livre sterling, s'il a légèrement reculé au 3<sup>e</sup> trimestre, à - 0,9 %, il a regagné 3,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre.

Au total, le taux de change effectif nominal de la France, mesuré par rapport aux devises de nos 42 principaux partenaires commerciaux, a poursuivi sa hausse et s'est apprécié de 0,6 % et 0,7 % respectivement aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres. Le dollar ainsi que les devises d'Asie émergente et le yen contribuent le plus fortement à cette appréciation.

### II/ La compétitivité-coût continue de fléchir au 2<sup>nd</sup> semestre avec la détérioration des changes (cf. gr. 2)

En nette amélioration en 2008, la compétitivité-coût de la France, mesurée par rapport à ses partenaires de l'OCDE, s'est infléchie au début de l'année 2009 et a continué de se dégrader au 2<sup>nd</sup> semestre, perdant 0,5 % au 3<sup>e</sup> comme au 4<sup>e</sup> trimestre. Cette dégradation de la compétitivité-coût traduit essentiellement l'impact défavorable du contexte de change, la compétitivité-coût par rapport à la zone euro restant stable (voir gr. 2 en annexe).

Dans une perspective de plus long terme, on observe que la compétitivité-coût de la France par rapport aux pays de l'OCDE reste dégradée, s'établissant au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 à 7,1 % en dessous de sa moyenne depuis 1980 et à 7,7 % en-dessous de sa moyenne depuis 1990.

Indication : les résultats présentés dans cette note sont établis à partir des données des *Perspectives économiques* de l'OCDE (décembre 2009) comportant des estimations provisoires jusqu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2009 et des prévisions concernant le 4<sup>e</sup> trimestre.



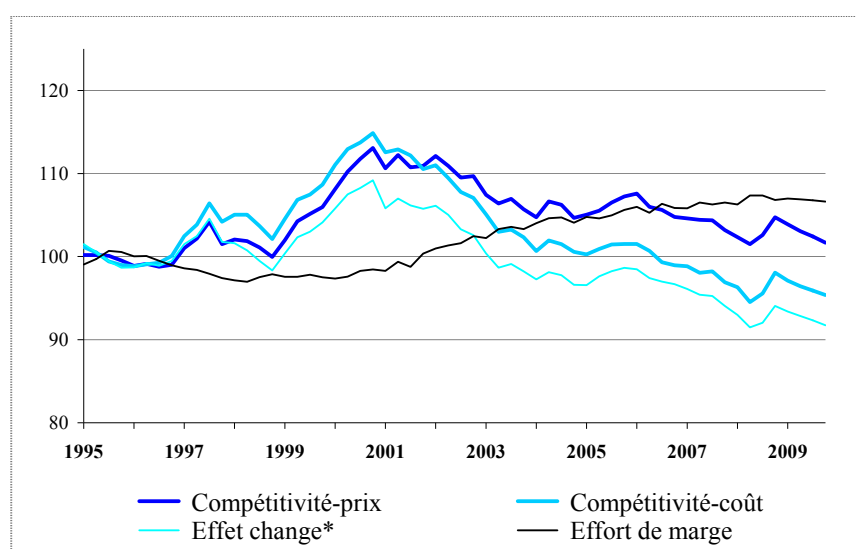
### III/ La compétitivité-prix se détériore également sous l'impact du change (cf. gr. 2)

Après s'être orientée à la hausse en 2008, la compétitivité-prix par rapport aux pays de l'OCDE poursuit le fléchissement initié en 1<sup>ère</sup> partie d'année 2009 et perd 0,6 % aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres sous l'effet des mouvements de parités monétaires.

La compétitivité-prix de la France s'établit à un niveau supérieur de 1 % à sa moyenne depuis 1980 -période commençant avant la politique de « désinflation compétitive »-, mais reste inférieur de 1¼ % à sa moyenne depuis 1990.

Sur longue période, la compétitivité-prix ne s'est pas autant dégradée, en France, que la compétitivité-coût, grâce à un effort relatif de marge\*\* de la part des exportateurs français. Toutefois, on observe en 2<sup>e</sup> partie d'année une baisse légèrement plus forte de la compétitivité-prix par rapport à celle de la compétitivité-coût, traduisant le relâchement récent de cet effort relatif de marge. (cf. graphique ci-dessous).

#### **Compétitivité-prix, compétitivité-coût, effort de marge**



\* effet change = 1 / taux de change effectif nominal

### IV/ La compétitivité des principaux partenaires de la zone euro, mieux orientée en 2008, fléchit également en 2009 (cf. gr. 3 et 4)

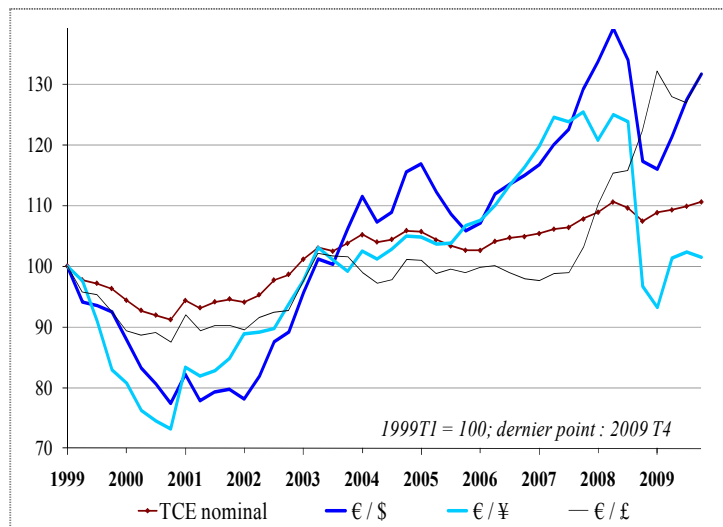
Les autres principales économies de la zone euro, qui ont elles aussi enregistré une amélioration de leur compétitivité en 2008, subissent début 2009 le contrecoup de l'appréciation du change.

Sur le long terme néanmoins, la compétitivité de l'Allemagne demeure à un niveau élevé et se situe au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 à près de 2 % au-dessus de sa moyenne depuis 1990 en termes de prix et toujours sensiblement en dessus en termes de coût (+6½ %). En revanche pour l'Italie comme pour l'Espagne, la compétitivité, inscrite ces dernières années dans une tendance à l'érosion, s'établit nettement au-dessous du niveau moyen depuis 1990, aussi bien pour l'Italie à -20 % en matière de prix et -15½ % en matière de coût, que pour l'Espagne à -13 % pour les prix et -14½ % pour les coûts.

\*\* L'effort relatif de marge est le rapport de la compétitivité-prix sur la compétitivité-coût : une hausse correspond à un renforcement de l'effort relatif de marge.

## France : taux de change effectif et compétitivité

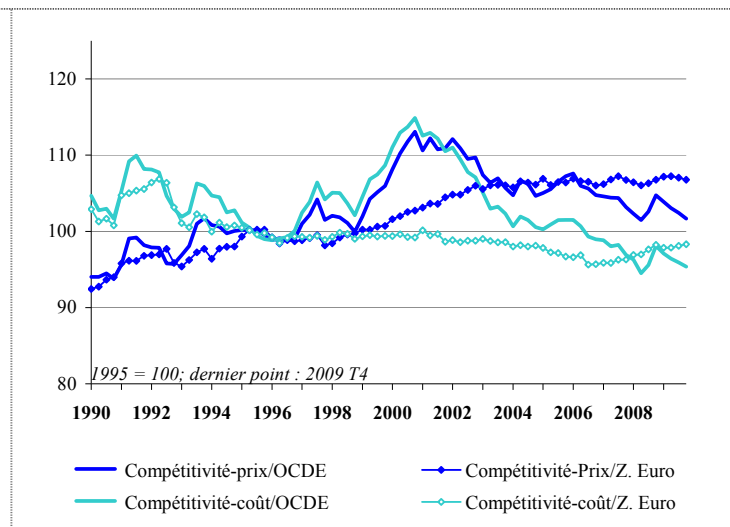
Gr. 1 : Taux de change effectif nominal (TCE) de la France et taux de change bilatéraux de l'euro



Le taux de change effectif de la France est calculé par rapport aux devises de 42 pays.  
Une hausse correspond à une appréciation du taux de change effectif de la France.

Source : BCE, calculs DGTPE

Gr. 2 : Compétitivité par rapport aux pays de l'OCDE et aux partenaires de la zone euro

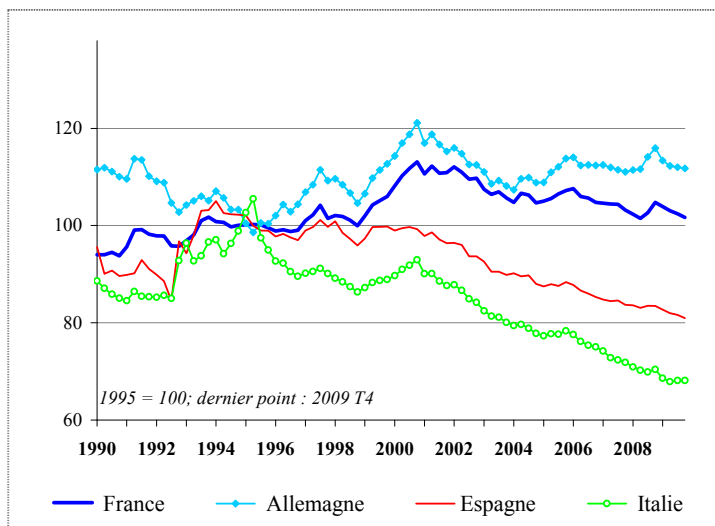


La compétitivité est définie comme le rapport des prix d'exportation (ou des coûts salariaux unitaires) étrangers aux prix (ou coûts) français, exprimés dans une monnaie commune. Une hausse correspond à une amélioration de la compétitivité.

Source : données OCDE, calculs DGTPE

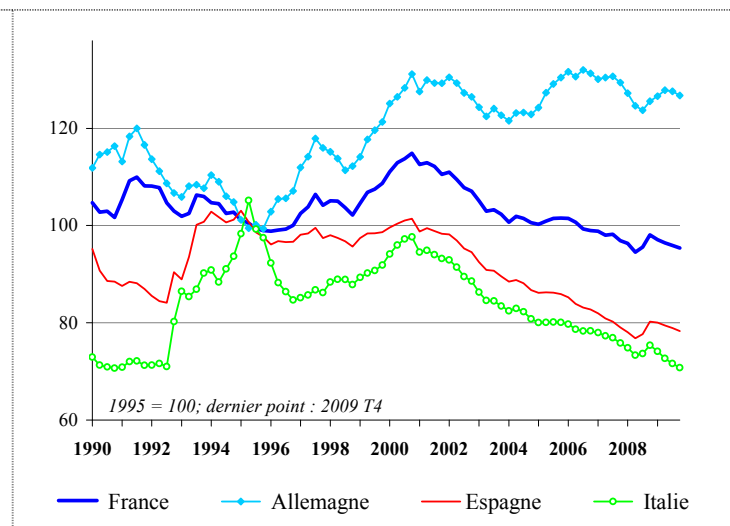
## Compétitivité de la France et des principaux partenaires de la zone euro par rapport aux pays de l'OCDE

Gr. 3 : Compétitivité - prix à l'exportation



Données : Prix à l'exportation des biens et services : OCDE Perspectives économiques. Calculs : DGTPE

Gr. 4 : Compétitivité - coût



Données : Coûts salariaux unitaires (ensemble de l'économie) : OCDE Perspectives économiques. Calculs : DGTPE

## ÉVOLUTION DES PARTS DE MARCHÉ DANS LE MONDE DE LA FRANCE ET DE SES PARTENAIRES DE L'OCDE DEPUIS 1990

Cinquième exportateur mondial de marchandises et au deuxième rang européen, la France subit un tassement régulier de sa part de marché en valeur depuis le début des années 1990, comme ses partenaires de l'OCDE à l'exception de l'Allemagne. Pour les pays développés, cette évolution est principalement due à l'augmentation du poids des économies émergentes dans les échanges de marchandises, avec notamment la Chine qui accède au premier rang. Elle peut cependant refléter aussi l'évolution de la compétitivité ou la spécialisation géographique plus ou moins dynamique des exportateurs.

La part des échanges mondiaux en valeur détenue par la France tend à se stabiliser depuis 2006 autour de 4 %. En volume, la part de marché par rapport à nos partenaires de l'OCDE s'améliore légèrement en 2009, après l'érosion persistante subie depuis 2002 sous l'effet de la dégradation de la compétitivité-prix.

**I/ La part des échanges mondiaux de biens en valeur détenue par la France, qui s'était érodée depuis le début des années 1990, se stabilise aux alentours de 4 % depuis 2006** (cf. gr. 1 et tab. 1 en annexe)

Selon les dernières données disponibles du FMI (de janvier à septembre pour l'année 2009), la part de marché mondial en valeur de la France s'établit en 2009 à 3,7 %, après 3,8 % en 2008.

Sur plus longue période, la part de marché mondial en valeur de la France (définie comme le ratio de ses exportations de marchandises sur le total des exportations mondiales) affiche depuis le début des années 1990 un fléchissement commun à la plupart de ses partenaires de l'OCDE. Sur la base de ce critère, la France occupe depuis 2003 le 5<sup>e</sup> rang des exportateurs de marchandises. La Chine, entrée à l'OMC en 2002, a accédé en 2009 au 1<sup>er</sup> rang mondial devant l'Allemagne.

L'érosion tendancielle des positions françaises depuis 1990 n'apparaît pas principalement liée à un problème de compétitivité vis-à-vis des autres pays de l'OCDE. Cette baisse de notre part de marché en valeur résulte davantage de l'insertion progressive dans le commerce international des pays émergents, qui réalisent une part croissante des échanges mondiaux. De fait, la plupart des pays industrialisés perdent tendanciellement des parts de marché depuis 1990, l'Allemagne faisant exception en maintenant son niveau depuis 2000.

L'interprétation de la part de marché en valeur est rendue délicate par les effets de valorisation. Les variations de la part de marché mondial en valeur d'un pays reflètent non seulement sa compétitivité intrinsèque et son engagement commercial vers les zones économiquement dynamiques, mais aussi la variation des prix des marchandises échangées. Par exemple, lorsqu'un pays dévalue sa monnaie, sa part de marché en valeur est mécaniquement réduite avant que les effets compétitivité n'influent sur les quantités exportées. Le même phénomène se produit pour les pays qui exportent plutôt des biens dont le prix relatif baisse.

La stabilisation des parts de marché en valeur - comme c'est globalement le cas en France depuis 2006 - peut donc correspondre à un effet prix. Il convient donc d'examiner aussi l'évolution de la part de marché en volume, qui n'est pas affectée par la variation des prix des biens et services échangés et qui offre un meilleur diagnostic sur les évolutions des performances des différents pays de l'OCDE, permettant de comparer la France à ses concurrents développés.

## **II/ La part de marché en volume vis-à-vis de nos partenaires de l'OCDE s'améliore en 2009 après les sensibles pertes passées (cf. gr. 2, 3 et tab. 2)**

La part de marché relative de la France en volume a subi de sensibles pertes depuis 2002, principalement sous l'effet de la dégradation de la compétitivité-prix avec l'appréciation de l'euro. La France a en outre été exposée à la forte concurrence exercée par l'Allemagne, qui a davantage préservé sa compétitivité sur cette période.

La part de marché française s'améliore légèrement en 2009 (à 6,6 % après 6,5 % en 2008), enregistrant les effets de la dépréciation du taux de change effectif nominal de l'euro en 2<sup>e</sup> partie de 2008. La bonne tenue des échanges de certains secteurs, tels que l'aéronautique ou la pharmacie, a pu contribuer à cette orientation plus favorable.

Les autres principales économies de l'OCDE affichent des évolutions contrastées.

Après une amélioration continue de 1996 à 2007 puis une stabilisation l'année suivante, l'Allemagne voit sa part de marché en volume fléchir en 2009. Elle avait connu une phase de repli marqué entre 1991 et 1995 liée à la réunification et à son impact sur la compétitivité. L'Italie est affectée depuis 1995 par une tendance au déclin prononcé et quasi continu de sa part de marché. La position de l'Espagne s'est améliorée au cours des années 1990, conséquence de son intégration au sein de l'Union européenne à partir de 1986, mais a cependant marqué une inflexion en 2003, en lien avec la dégradation de sa compétitivité.

La part de marché en volume du Royaume-Uni, qui présente une tendance baissière quasi continue sur le long terme, marque une reprise fin 2008-début 2009 avec le redressement de la compétitivité enregistré en 2008 suite au recul de la livre. Celle des Etats-Unis, en repli de 1996 à 2002, est en progression régulière depuis. Dans le cas du Japon, qui a connu une nette amélioration depuis 2001 grâce à la baisse du yen, mais également aux efforts réalisés en matière de coûts salariaux, on observe un vif décrochage en cours d'année 2008 reflétant une détérioration de la compétitivité sous l'effet de l'appréciation de la devise nippone.

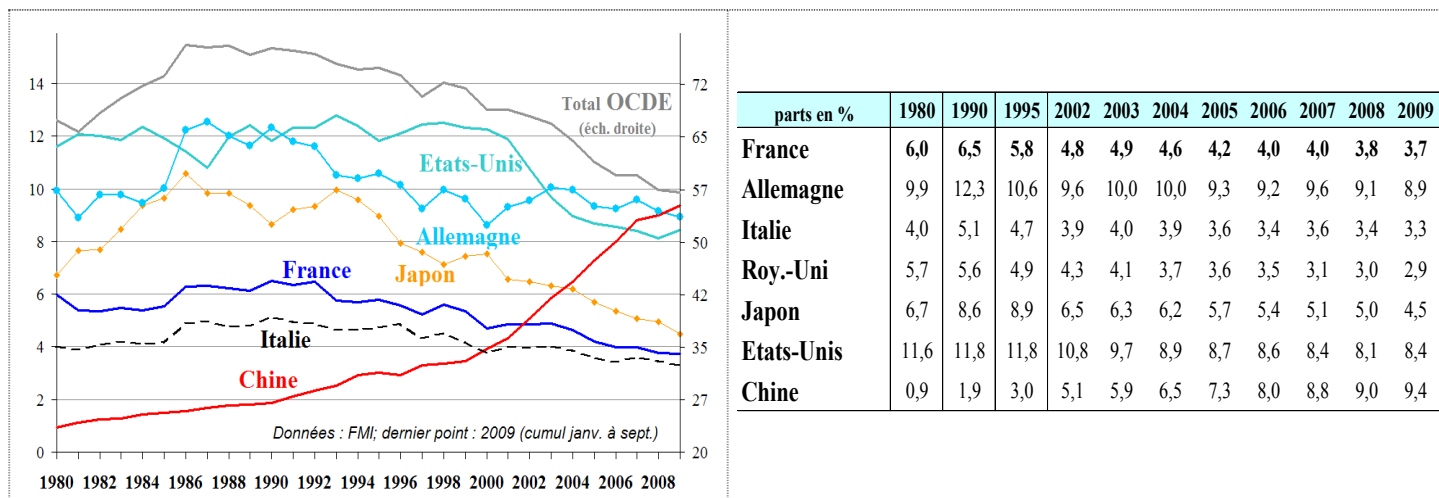
---

Indication : les résultats concernant les parts de marché en volume sont établis à partir des données des *Perspectives économiques* de l'OCDE (décembre 2009) comportant des estimations provisoires jusqu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2009 et des prévisions concernant le 4<sup>e</sup> trimestre

## Parts de marché mondiales en valeur des principaux exportateurs

(exportations de marchandises, en %)

Gr. 1 et tab. 1 : principaux exportateurs OCDE et Chine



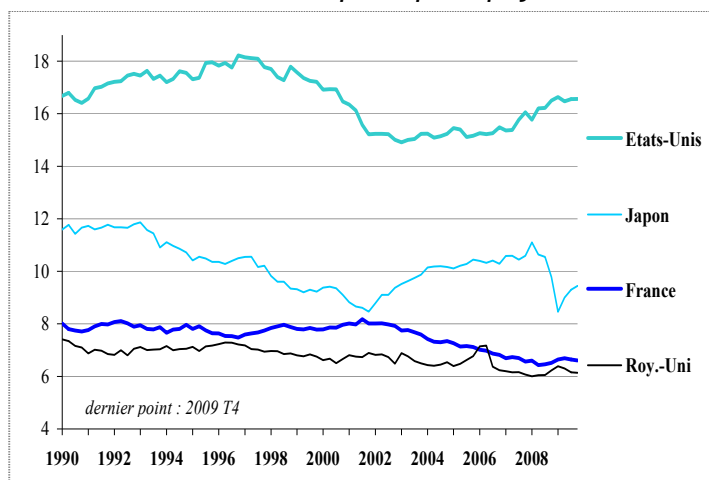
Exportations de marchandises du pays ou groupe de pays concerné rapportées aux exportations mondiales en valeur.

Source : données OMC, calculs DGTPE. OCDE : groupe de 24 partenaires (OCDE hors PECO)

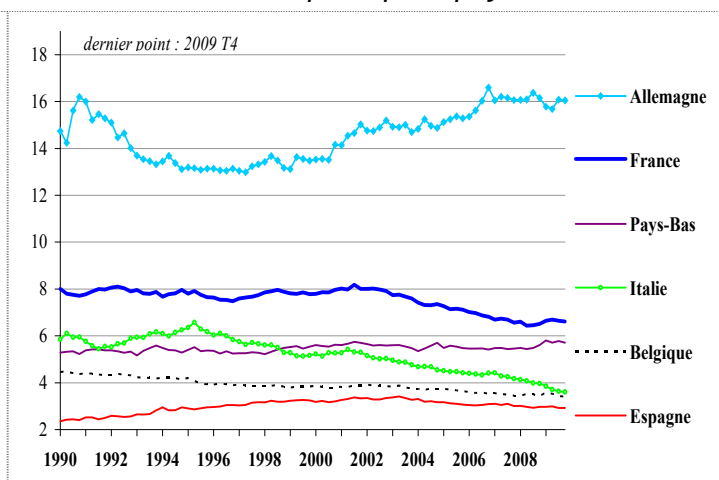
## Parts de marché relatives en volume vis-à-vis des partenaires OCDE

(exportations de biens et services, en %)

Gr. 2 : France et principaux pays OCDE



Gr. 3 : France et principaux pays Zone euro



Exportations de biens et services du pays rapportées à celles d'un groupe de 24 pays de l'OCDE, calculées en volume (en déflatant la valeur des exportations par un indice de prix d'exportation, se rapportant à une année de base).

Source : données OCDE, calculs DGTPE.

Tab. 2 : France et principaux pays l'OCDE

parts en %	1980	1990	1995	2002	2003	2004	2005	2006	2007	08T1	08T2	08T3	08T4	09T1	09T2	09T3	09T4
<b>France</b>	8,6	7,8	7,8	8,0	7,7	7,3	7,2	6,9	6,7	6,6	6,4	6,5	6,5	6,6	6,7	6,6	6,6
<b>Allemagne</b>	14,9	15,2	13,1	14,9	14,9	15,0	15,3	15,9	16,1	16,1	16,1	16,4	16,2	15,8	15,7	16,1	16,1
<b>Italie</b>	6,3	6,0	6,3	5,1	4,9	4,6	4,5	4,4	4,3	4,1	4,1	4,0	4,0	3,9	3,7	3,6	3,6
<b>Roy.-Uni</b>	8,5	7,3	7,1	6,7	6,7	6,5	6,6	6,7	6,1	6,0	6,0	6,1	6,2	6,4	6,3	6,2	6,1
<b>Japon</b>	11,0	11,6	10,5	9,1	9,7	10,2	10,3	10,4	10,6	11,1	10,6	10,5	9,8	8,5	9,0	9,3	9,4
<b>Etats-Unis</b>	16,1	16,6	17,6	15,2	15,0	15,2	15,3	15,3	15,6	15,8	16,2	16,2	16,5	16,6	16,5	16,6	16,6

## RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR 2009

### LES GRANDS CONTRATS DE BIENS D'EQUIPEMENT CIVILS DANS LES PAYS EMERGENTS EN 2009

En 2009, les grands contrats de biens d'équipement signés par les entreprises françaises dans les pays émergents se sont élevés à environ 21 milliards d'euros, après 30 milliards d'euros en 2008 et 38 milliards d'euros en 2007 ; les replis observés en 2008 puis en 2009 sont largement imputables à la crise économique et à l'effondrement du commerce mondial. En effet, alors que les échanges internationaux reprennent progressivement en rythme trimestriel, les grands contrats sont de nouveau orientés à la hausse en cette fin d'année 2009, avec notamment un très bon 4<sup>e</sup> trimestre (voir annexe).

#### I/ En 2009, le fort rebond observé au 4<sup>e</sup> trimestre permet de limiter le recul constaté sur les trois premiers trimestres

Sur l'année 2009 prise dans son ensemble, le recul par rapport à 2008 concerne aussi bien le secteur aéronautique et spatial que les autres secteurs :

- **dans le secteur aéronautique et spatial**, l'ensemble des grands contrats signés dans le *monde* en 2009 est en très forte baisse par rapport à 2008 (9,6 milliards d'euros, contre 18,9 milliards d'euros), reflet de la crise de ce secteur. Nos contrats signés dans les seuls *pays émergents* affichent un retrait un peu moins marqué par rapport à 2008 (9 milliards contre 13,4 milliards d'euros), grâce à un excellent 4<sup>e</sup> trimestre ;
- **hors aéronautique**, les grands contrats conclus dans les pays émergents s'inscrivent également en baisse en 2009 (12 milliards d'euros après 17 milliards d'euros en 2008). Ce repli masque toutefois une forte progression des grands contrats hors aéronautique au 4<sup>e</sup> trimestre 2009.

#### Grands contrats signés par la France dans les pays émergents

*Chronique annuelle depuis 10 ans (milliards d'euros)*

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Aéronautique	2,0	3,7	2,8	8,5	5,6	14,7	7,9	16,8	13,4	9,0
Autres contrats civils	8,3	9,0	9,1	7,6	8,6	14,1	13,0	20,8	16,7	12,2
Total pays émergents	10,3	12,8	11,9	16,1	14,2	28,8	20,9	37,6	30,1	21,2

## II/ Sur l'année 2009, les grands contrats vers les pays émergents ont été majoritairement signés en Afrique et en Asie

En 2009, les contrats signés en Afrique et en Europe Centrale et orientale progressent, tandis que ceux vers les autres zones émergentes se replient, en particulier au Proche et Moyen Orient :

- **l'Afrique** devient la première zone cliente, avec environ 40 % des grands contrats signés (8,7 milliards d'euros), essentiellement hors aéronautique. Les pays d'Afrique du Nord ont, en particulier, passé d'importantes commandes ;
- **l'Asie émergente** (5,5 milliards d'euros) se positionne en deuxième zone cliente, devant le Proche et Moyen Orient, même si le total des contrats signés se replie en 2009 ;
- les contrats signés en **Europe centrale et orientale** ont presque doublé en 2009 pour s'établir à 3,2 milliards d'euros contre 1,7 milliard d'euros en 2008, notamment grâce à un grand contrat aéronautique signé en Hongrie ;
- en revanche, les contrats signés au **Proche et Moyen Orient** (3,1 milliards d'euros) atteignent leur plus bas niveau depuis 2002, en lien avec une forte baisse des contrats hors aéronautique, traditionnellement élevés dans la zone. De même, peu de grands contrats ont été signés en **Amérique latine** (0,7 milliard d'euros).

## III/ Les 10 plus gros contrats en 2009

### • Secteur hors aéronautique

Parmi les plus gros contrats hors aéronautique enregistrés en 2009 dans les pays émergents, la plupart ont été majoritairement signés en Afrique :

- en Afrique, trois grands contrats ont été conclus en Algérie pour l'exploration et l'exploitation du gisement gazier d'Ahnet et de Timimoune par Total et pour des investissements dans le développement de champs gaziers par GDF-Suez ;
- en Chine, EDF a signé un contrat pour la construction et l'exploitation de centrales nucléaires.

### • Secteurs aéronautique et spatial

Six des dix plus gros contrats en 2009 concernent ce secteur :

- la Turquie, la Hongrie et l'Ethiopie ont été les principaux clients d'Airbus en 2009 ;
- en Chine, un contrat a été conclu pour la fourniture de moteurs et nacelles d'avions ;
- en Arabie Saoudite et en Russie, des contrats ont été conclus pour la fourniture de satellites de communication.



## ANNEXE

### Grands contrats signés par la France dans les pays émergents

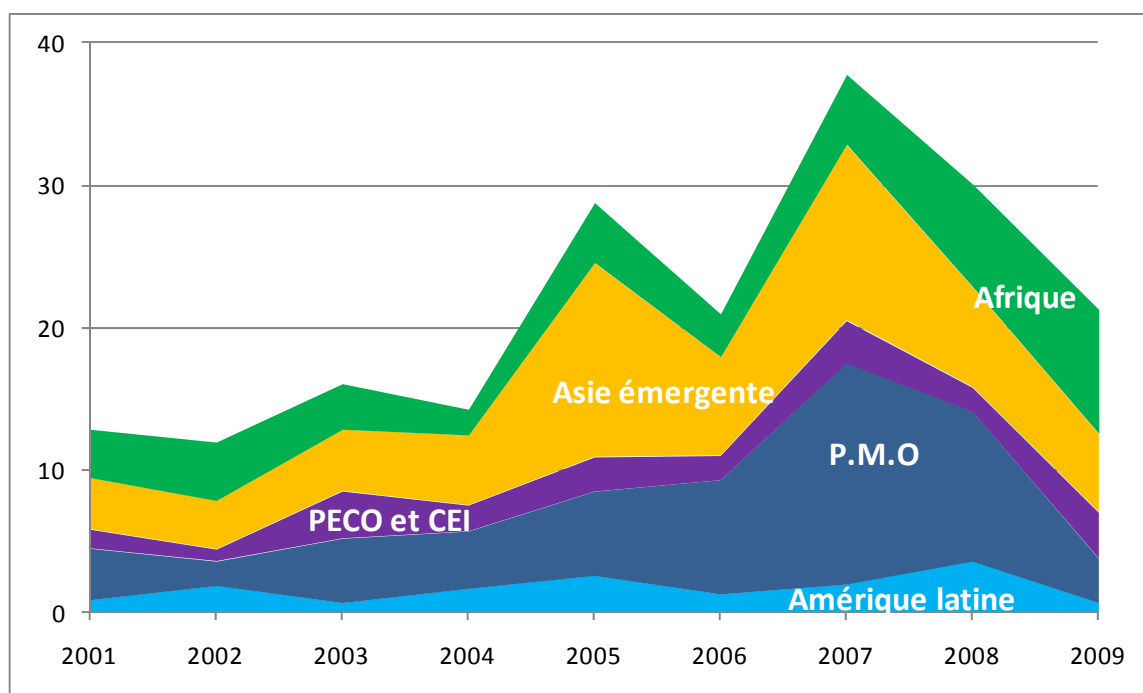
Chronique trimestrielle (milliards d'euros)

	2008				2009			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Aéronautique	6,0	0,8	4,3	2,3	1,2	1,3	1,2	5,3
<i>dont Airbus</i>	<i>5,3</i>	<i>0,6</i>	<i>4,1</i>	<i>2,2</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>2,9</i>
Hors Aéronautique	3,7	4,0	5,8	3,2	3,1	2,6	1,4	5,1
<b>TOTAL</b>	<b>9,6</b>	<b>4,7</b>	<b>10,2</b>	<b>5,5</b>	<b>4,3</b>	<b>3,9</b>	<b>2,6</b>	<b>10,4</b>

Sources : DGTPE, Services économiques

### Evolution des grands contrats signés par la France dans les pays émergents

Chronique annuelle par zone (milliards d'euros)



## L'enquête « Grands Contrats »

L'enquête sur les grands contrats est une enquête statistique originale qui a été mise en place à la Direction des Relations Economiques Extérieures (DREE) en 1979. Le réseau international du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi (les Missions économiques placées auprès des ambassades de France à l'étranger) est chargé de collecter à un rythme trimestriel l'information relative aux grands contrats d'équipements civils. Les missions sont interrogées sur l'ensemble des secteurs civils d'activité.

Les montants des grands contrats recensés correspondent à la part « française » de ces contrats, c'est-à-dire la part donnant lieu à des exportations à partir de la France. Lorsque cette part est inconnue, le montant global revenant à l'entreprise française est retenu. Une transaction est considérée comme un « grand » contrat à partir du moment où la part française dépasse 3 millions d'euros. Ce seuil était resté inchangé depuis 1992. Il a été relevé au 3ème trimestre de 2007, pour être porté à 10 millions d'euros, ce qui introduit une rupture dans la définition du champ couvert (le nombre et le montant des contrats compris entre 2 et 10 millions d'euros sont néanmoins négligeables par rapport au total).

Le périmètre géographique retenu est, depuis 2007, celui des pays émergents, pris au sens large<sup>a</sup>. En effet, pour les pays développés, le recensement des grands contrats est devenu de plus en plus difficile au cours des dernières années et ce, pour plusieurs raisons :

1/ dans les pays de grande taille, il était devenu difficile d'être exhaustif, l'information n'étant pas nécessairement publique ou connue des ambassades et les entreprises étant plus rétives à donner des informations sur les opérations ;

2/ inversement, dans les pays émergents, les ambassades et les Missions économiques peuvent jouer un rôle dans la négociation des grands contrats et leur suivi est de bonne qualité ;

3/ d'un point de vue statistique, les pays émergents étaient devenus majoritaires au sein des grands contrats : ils représentaient 50 % des grands contrats sur la période 1990-1999, mais 60 % à partir de 2000.

Pour chaque pays, les informations recensées sont principalement les suivantes : la « part française » du contrat signé, le secteur d'activité et les entreprises impliquées dans les contrats. Pour les commandes d'Airbus, la « part française » correspond à la part produite en France (variable selon les modèles). Seuls les contrats « signés » sont pris en compte : les « mémos », options ou autres «ancements de partenariats » ne constituent pas des grands contrats.

Par rapport à d'autres annonces de grands contrats qui peuvent être diffusées dans la presse, notamment à l'occasion de visites bilatérales officielles, les sources de différence sont multiples :

- les contrats militaires peuvent être inclus dans ces annonces alors qu'ils n'entrent pas dans le champ de l'enquête ;
- les montants totaux et non les parts françaises des contrats peuvent être retenus ;
- des options commerciales ou des montants liés à des négociations exclusives peuvent être intégrés alors qu'ils ne le sont pas dans l'enquête.

a. Au total, les pays suivis concernent l'ensemble du monde sauf : en Europe, l'Union européenne à 15 ainsi que la Suisse et la Norvège (les nouveaux États membres de l'Union européenne font donc partie de l'enquête), en Amérique du Nord, les États-Unis et le Canada et, en Asie/Océanie, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.



## RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR 2009

### LES EXPORTATIONS DE LA FRANCE VERS L'UNION EUROPEENNE EN 2009

Nos exportations vers l'Union européenne, qui représentaient 63 % de nos exportations globales en 2008, ont reculé de 19 % en valeur en 2009 pour s'établir à 210 milliards d'euros, en raison de la crise économique qui a affecté l'ensemble de nos partenaires commerciaux européens. Parallèlement, nos importations en provenance de l'Union européenne ont reculé également de 19 % en valeur - soit plus nettement que nos importations globales (-17 %), pour atteindre 233 milliards d'euros. Notre déficit commercial avec les pays de l'Union européenne (UE) s'est mécaniquement réduit, passant de 26 milliards d'euros en 2008 à 23 milliards d'euros en 2009.

En rythme trimestriel, le repli des échanges avec l'Union européenne a été le plus marqué à l'hiver 2008/2009, au paroxysme de la crise économique. Depuis le 2<sup>e</sup> trimestre de l'année 2009, nos exportations vers l'Union européenne sont mieux orientées : elles se sont stabilisées en valeur au 2<sup>e</sup> trimestre, puis sont reparties à la hausse à partir du 3<sup>e</sup> trimestre. La reprise du commerce intra-européen, concomitante de la stabilisation de l'activité européenne, a été stimulée notamment par les plans de relance mis en œuvre dans les différents pays de l'UE.

#### I/ Nos exportations ont reculé en moyenne annuelle vers l'ensemble des pays de l'UE, mais se sont redressées en rythme infra-annuel à partir du 2<sup>e</sup> trimestre

Globalement, nos exportations et nos importations vers l'UE15 ont chuté de **19 % entre 2008 et 2009**. Partant, notre déficit commercial vis-à-vis de l'UE15 s'est réduit en 2009, passant de 24 milliards d'euros à 20 milliards d'euros. Dans le détail, la baisse de nos exportations vers nos « grands voisins » de l'UE15 est globalement très marquée : -24 % vers le Royaume-Uni, -21 % vers l'Italie et l'Espagne, -18 % vers la Belgique et -15 % vers l'Allemagne.

La chute des exportations françaises vers les **Nouveaux Etats Membres (NEM)** a été encore plus marquée (-22 %), le montant de nos exportations atteignant 17 milliards d'euros en 2009. Cette baisse a été entraînée par le fort recul de nos ventes en Bulgarie : (-29 %), en République tchèque (-24 %), en Pologne (-22 %) et dans les pays baltes (-35 % en moyenne).

Toutefois, pour la majorité de ces pays, y compris les NEM, **les évolutions trimestrielles se sont améliorées à partir du 2<sup>e</sup> trimestre**. Bénéficiant des politiques de relance de nos partenaires commerciaux et de la normalisation des échanges, nos exportations se sont progressivement redressées courant 2009, et notamment lors du 3<sup>e</sup> trimestre, qui fut le plus dynamique de l'année, en Espagne

(+12 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre) et au Royaume-Uni (+8 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre).

## II/ A l'exception des ventes dans l'aéronautique qui se sont bien tenues, les exportations ont chuté dans les autres secteurs industriels

Les ventes d'Airbus, principalement à destination de l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande et la Finlande, ont tiré nos exportations de **matériel de transport** (hors automobile) qui ont cru de 18 %<sup>1</sup> en 2009. La bonne résistance des ventes de ce grand secteur industriel vers l'Europe doit être analysée avec prudence : d'une part, elle traduit l'impact retardé des grands contrats signés par le passé dans des périodes plus favorables ; d'autre part, l'importance des échanges intra-groupe au sein de l'Europe peut conduire à surestimer la part de cette dernière dans les ventes d'Airbus par rapport aux pays hors Europe auxquels les appareils sont finalement livrés.

Les exportations du secteur **automobile** ont été lourdement touchées en 2009 (-30 %) en raison de la chute d'activité de nos principaux partenaires européens, Espagne et Allemagne en tête. Cependant, la mise en place, chez nos « grands voisins », de mesures incitatives de type prime à la casse a enrayé la baisse de nos ventes dès le 2<sup>ème</sup> trimestre 2009. Dès lors, nos exportations ont progressé régulièrement chaque trimestre.

Les ventes de **biens d'équipement** (-25 %) et d'« **autres biens industriels** » (-20 %) sont également en chute en 2009. La situation au sein de l'entité « autres biens industriels » est toutefois très hétérogène : si nos exportations de produits métallurgiques et métalliques (-36 %) ont subi de plein fouet la chute de la demande de biens d'investissement, nos exportations de produits pharmaceutiques sont restées dynamique (+4 %), du fait de la moindre sensibilité aux fluctuations conjoncturelles de ce secteur.

Enfin, nos exportations de produits **agroalimentaires** vers l'Union européenne ont été également affectées par la crise économique, puisqu'elles ont reculé de près de 13 % en 2009. Nos exportations se sont dégradées notamment vers la Belgique (-16 %) et les Pays-Bas (-18 %) alors qu'elles ont mieux résisté vers l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne (-10 % environ) et ont même progressé vers le Portugal (+3 %).

---

<sup>1</sup> Les données géographiques disponibles étant brutes, les taux de croissance sont calculés en glissement annuel sur 11 mois.

## ANNEXE

### Montants des exportations (en milliards d'euros), poids et taux de croissance

<i>Données estimées et CVS-CJO</i>	<i>poids en 2008</i>	<i>2008</i>	<i>Evolution</i>	<i>2009*</i>	<i>Evolution</i>
Allemagne	23,0%	59,5	3,6%	50,6	-15,0%
Italie	13,9%	36,0	-1,0%	28,5	-20,7%
Espagne	13,2%	34,3	-9,6%	27,1	-20,9%
Royaume-Uni	12,8%	33,2	4,1%	27,3	-17,9%
Belgique et Luxembourg	12,3%	32,0	-3,6%	24,5	-23,6%
Pays-Bas	6,6%	17,1	2,5%	13,9	-18,9%
Suède	2,1%	5,5	1,9%	4,2	-24,2%
Portugal	2,0%	5,2	3,2%	4,4	-15,0%
Grèce	1,4%	3,7	-0,8%	3,2	-15,0%
Autriche	1,4%	3,7	1,0%	3,0	-18,8%
Danemark	1,1%	2,9	-1,1%	2,2	-22,6%
Irlande	1,1%	2,7	-7,2%	2,2	-19,0%
Finlande	0,7%	1,9	-6,1%	1,7	-11,8%
<b>UE15</b>	<b>91,7%</b>	<b>238,1</b>	<b>-0,1%</b>	<b>193,1</b>	<b>-18,9%</b>
Pologne	2,6%	6803	2,6%	5,4	-21,1%
République tchèque	1,3%	3364	1,3%	2,6	-23,5%
Hongrie	1,1%	2827	1,1%	2,3	-17,1%
Roumanie	1,1%	2735	1,1%	2,2	-21,3%
Slovaquie	0,8%	2075	0,8%	1,8	-15,1%
Slovénie	0,5%	1191	0,5%	1,0	-20,1%
Bulgarie	0,3%	692	0,3%	0,5	-29,2%
Malte	0,2%	511	0,2%	0,4	-29,0%
Lituanie	0,2%	491	0,2%	0,3	-42,8%
Chypre	0,1%	307	0,1%	0,3	-6,8%
Estonie	0,1%	256	0,1%	0,2	-25,4%
Lettonie	0,1%	250	0,1%	0,2	-35,2%
<b>Nouveaux Etats membres</b>	<b>8,3%</b>	<b>22,1</b>	<b>2,9%</b>	<b>17,1</b>	<b>-21,3%</b>
<b>Union européenne</b>		<b>259,2</b>	<b>-0,3%</b>	<b>209,6</b>	<b>-19,1%</b>

\* Gel du mois de décembre à partir du mois de novembre CVS-CJO.

### Valeurs et poids des exportations (en milliards d'euros) par secteur en 2008 Taux de croissance en glissement annuel sur les 11 premiers mois 2009

<i>Données brutes et collectées</i>	<i>Année 2008</i>		<i>Evolution</i>	<i>Evolution</i>
	<i>Valeur</i>	<i>Poids</i>	<i>2008</i>	<i>2009*</i>
Agroalimentaire	36,0	14,0%	5,6%	-12,6%
Biens d'équipement (hors transport)	47,5	18,4%	-3,4%	-24,9%
Matériel de transport (hors auto)	11,3	4,4%	7,0%	11,4%
<i>Dont aéronautique</i>	9,5	3,7%	9,6%	18,3%
Automobile	36,0	13,9%	-13,1%	-30,3%
Autres biens industriels	108,8	42,1%	0,6%	-19,1%

\* en glissement annuel sur 11 mois

Sources : Douanes françaises, calculs DGTPE

### AIRBUS : BILAN 2009 ET PERSPECTIVES 2010

#### I/ Livraisons record en 2009 pour Airbus

Alors qu'on pouvait craindre une baisse due à des reports décidés par les compagnies en raison de la crise, Airbus a livré 498 appareils au total en 2009, ce qui représente un nouveau record annuel de livraisons de la société, avec 15 appareils de plus qu'en 2008. Malgré un bond de 28 %<sup>1</sup> par rapport à 2008 avec la livraison de 481 unités, Boeing ne rattrape pas Airbus qui confirme ainsi sa position de leader pour la septième année consécutive.

Ces livraisons d'Airbus se décomposent en 402 appareils de la famille A320, 86 gros porteurs A330/A340, ces deux chiffres représentant des records annuels, et 10 A380. Il convient de noter qu'en 2009, Airbus a livré son 4 000<sup>e</sup> A320 (à TAM), son 1000<sup>e</sup> A330 (à Thai Airways) et le 6 000<sup>e</sup> avion produit par Airbus a été livré en janvier 2010 (il s'agit d'un A380 pour Emirates).

Pour mémoire, l'assemblage des avions est réalisé principalement sur les sites de Hambourg et de Toulouse mais Airbus a également ouvert une première chaîne d'assemblage final hors Europe, à Tianjin en Chine, pour des appareils A320 destinés au marché local : le premier appareil assemblé en Chine a ainsi été livré à la société Dragon Aviation Leasing en juin 2009. Les ailes sont conçues et fabriquées au Royaume-Uni, tandis que l'empennage provient d'Espagne. La part française des appareils Airbus varie entre 32 % et 51 % selon le type d'appareil et la motorisation.

Il convient de noter qu'un grand nombre de ces livraisons ont été permises grâce aux soutiens étatiques par l'intervention des assureurs-crédits qui ont apporté leur garantie pour 34 % des livraisons Airbus de 2009 (contre seulement 22 % en 2008).

#### II/ Airbus reste également en tête en termes de commandes en 2009

Malgré des conditions difficiles sur le marché, Airbus a atteint son objectif de commandes en enregistrant 310 commandes brutes au total, estimées à 34,9 milliards de dollars (271 commandes nettes estimées à 30,3 milliards de dollars) au prix catalogue, soit 54 % de la part de marché mondiale des appareils de plus de 100 sièges. Airbus garde ainsi la première place, reprise en 2007, tout en réussissant à réduire le nombre des annulations, une quarantaine seulement contre 123 en 2008 alors que Boeing a été durement affecté par 121 annulations dont plus des deux tiers sur le programme 787.

---

<sup>1</sup> Le constructeur américain a bénéficié d'un facteur particulier : le report en 2009 d'un certain nombre de livraisons initialement programmées en 2008 et suspendues en raison d'une grève de deux mois dans ses usines.



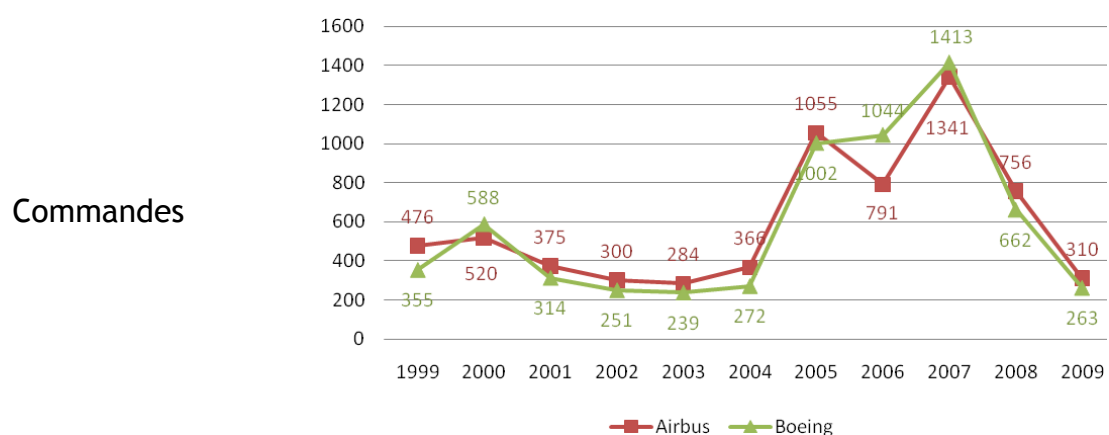
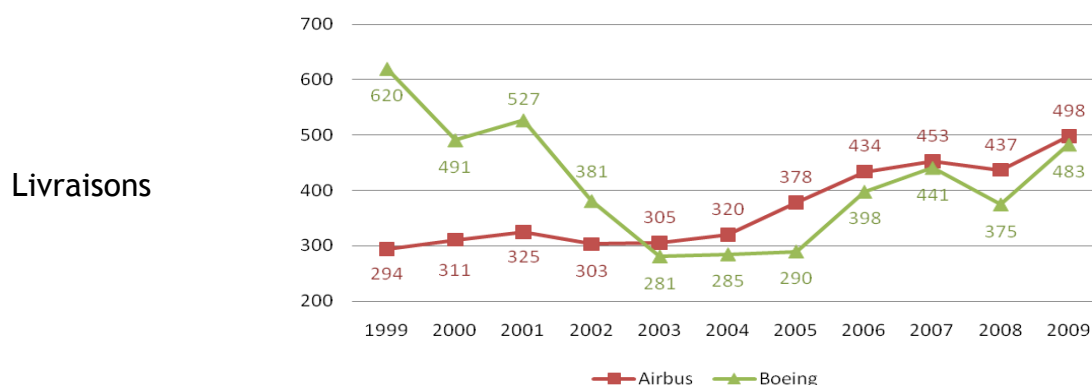
Les nouvelles commandes d'Airbus comprennent 228 appareils de la famille A320, 78 appareils de la famille A330/A340/A350 XWB et quatre A380. Trois ans seulement après le lancement de l'A350 XWB de prochaine génération, Airbus a également passé le cap de la 500<sup>e</sup> commande pour cet appareil. Fin 2009, Airbus totalisait un carnet de commandes de 3 488 appareils, d'une valeur de 437,1 milliards de dollars, soit six années de production à plein régime.

### III/ Une gestion très serrée pour 2010

Airbus prévoit en 2010 un nombre de livraisons dans une fourchette de 480 à 500 unités, dont un objectif de 20 A380. Il faudra sans doute attendre 2012 pour voir le carnet de commandes repartir à la hausse.

Pour atteindre ces objectifs, Airbus devra continuer à gérer son carnet de commandes pour ajuster les livraisons et le plan de production en fonction de la conjoncture économique et de la capacité des clients à financer les livraisons d'appareils. Les assureurs-crédits seront de nouveau fortement sollicités.

### IV/ Récapitulatif des commandes et livraisons d'Airbus et Boeing





## RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR 2009

### LA FACTURE ENERGETIQUE EN 2009

*Les produits énergétiques comprennent les hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives (dont le pétrole brut), les produits pétroliers raffinés et coke, l'électricité et le gaz manufacturé, et les déchets.*

En 2009, les importations de produits énergétiques ont baissé de 35 % en valeur par rapport à 2008<sup>1</sup> pour s'établir à 54 milliards d'euros, soit un recul de 30 milliards d'euros. Parallèlement, nos exportations ont reculé moins nettement que nos importations en termes absolus (-11 milliards d'euros) même si le repli est plus marqué en termes relatifs (-43 %). Par conséquent, **la facture énergétique se réduit substantiellement, de près de 20 milliards d'euros, pour s'établir à 40 milliards d'euros en 2009.**

La réduction de la facture énergétique s'explique par la conjonction de deux facteurs :

- d'abord la forte chute du cours du baril de Brent fin 2008 / début 2009 a permis de réduire substantiellement le montant en valeur des importations. Le prix du baril a baissé de 37 % en dollar entre 2008 et 2009. Toutefois, la **dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar<sup>2</sup>** a légèrement limité la baisse du prix effectif en euros, à 33 %. De même, les prix du gaz naturel ont été divisés par deux entre 2008 et 2009 ;
- ensuite, **le recul de l'activité en France en 2009 a également pesé sur les volumes de pétrole brut importés**, qui constituent la plus grande part de nos importations d'énergie. Ainsi, sur les 11 premiers mois de l'année, les importations de pétrole brut en volume ont reculé de près de 14 % par rapport à la même période de l'année 2008. Cette baisse observée sur le pétrole brut est toutefois en partie compensée par une légère progression des volumes importés de produits pétroliers raffinés ainsi que par un certain dynamisme des importations de gaz naturel (sans doute en raison d'effets de substitution avec le pétrole, dont les prix ont moins reculé) et d'électricité, notamment en lien avec la maintenance de plusieurs centrales nucléaires.

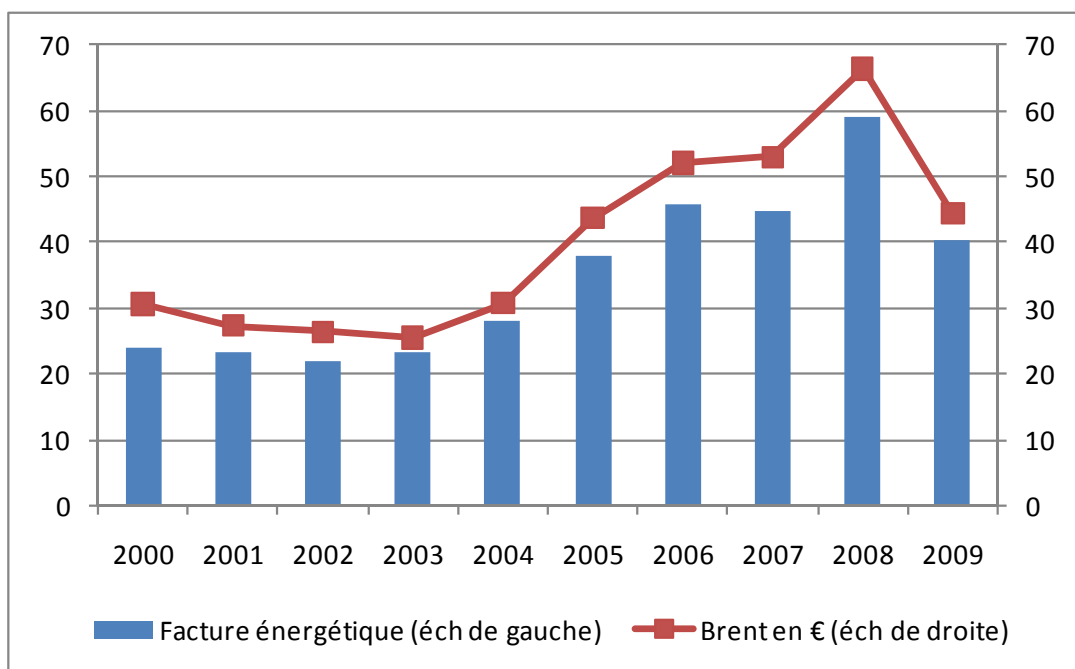
En variations infra-annuelles, **le point le plus bas de la facture énergétique a été atteint en février 2009.** En effet, depuis février, le prix du baril de Brent a été de nouveau orienté à la hausse (51 €/bl en décembre après 34 €/bl en février 2009 - soit une hausse de 4 % en moyenne par mois), ce qui a pesé progressivement sur la facture énergétique.

<sup>1</sup> Extrapolation à partir des chiffres des 11 mois de l'année (mois de novembre reporté en décembre)

<sup>2</sup> Le taux de change moyen €/ \$ est passé de 1,47 en 2008 à 1,39 en 2009, soit une baisse de 5,5 %.

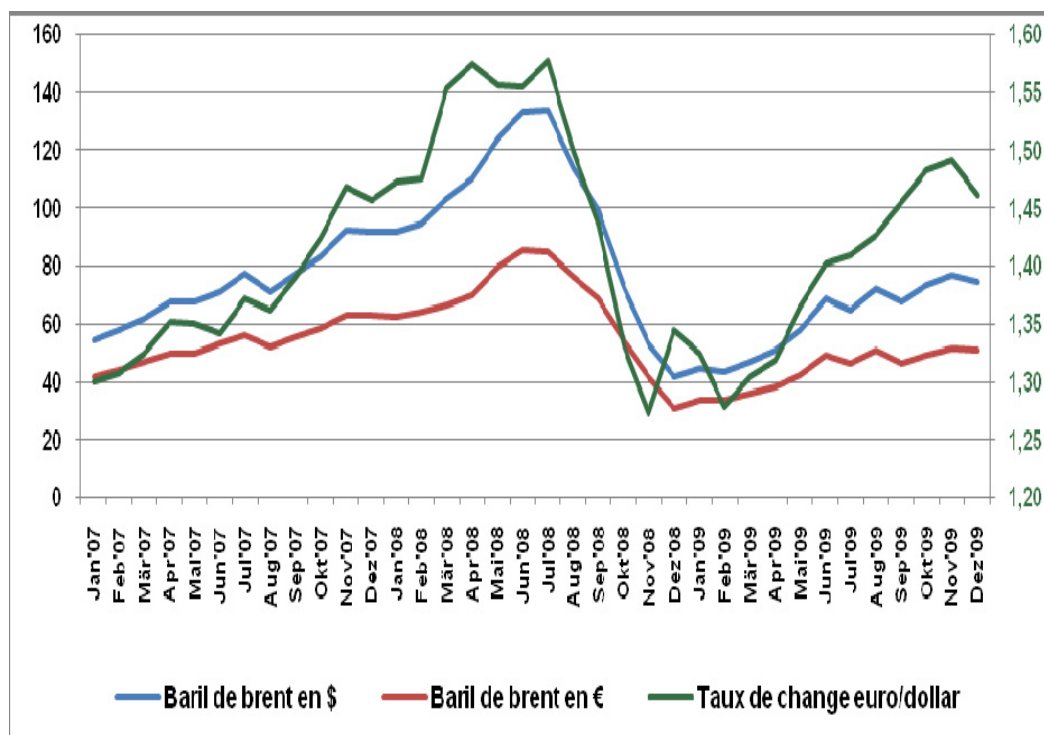
## Evolution de la facture énergétique et du baril de Brent

En milliards d'euros, données annuelles CAF-FAB  
(Extrapolation pour 2009 : novembre reporté en décembre)



Sources : Douanes, Féri, DGTPE

## Evolution mensuelle du baril de Brent



Sources : Douanes, Féri, DGTPE

### LES ECHANGES D'AUTOMOBILES DE LA FRANCE EN 2009

Nos exportations dans le secteur automobile ont été lourdement affectées par la crise économique fin 2008. Elles se sont élevées à 33 milliards d'euros en 2009<sup>1</sup> soit une baisse de 26 % par rapport à 2008. Symétriquement, les importations ont diminué de 21 % par rapport à 2008 pour atteindre environ 38 milliards d'euros en 2009. En conséquence, le solde commercial est passé de -3 milliards d'euros en 2008 à environ -5 milliards en 2009.

I/ La crise économique mondiale s'est traduite par un repli sans précédent des échanges d'automobiles, même si les mesures de soutien prises par de nombreux Etats ont permis d'en limiter l'ampleur

Dans un contexte de contraction sans précédent du commerce mondial, les échanges d'automobiles se sont particulièrement repliés en 2009. Cependant, les chiffres en moyenne annuelle masquent un net rebond des échanges depuis le 2<sup>e</sup> trimestre : nos ventes dans le secteur automobile se sont redressées de façon marquée grâce notamment à l'instauration des primes à la casse chez la plupart de nos principaux clients (Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni) qui ont stimulé le segment de marché des citadines et des voitures petites et compactes, sur lequel les constructeurs français sont bien placés.

De même, après un net repli fin 2008-début 2009, les importations ont rebondi au 2<sup>e</sup> trimestre, dans un contexte de reprise de la demande intérieure soutenue par les mesures incitatives du Gouvernement (prime à la casse, bonus/malus écologique).

Au total, le déficit commercial d'automobile s'est creusé sur l'ensemble de l'année 2009 (-4,8 milliards d'euros après -2,7 milliards d'euros), soit une dégradation de 2,1 milliards d'euros. Toutefois, cette dégradation doit être analysée avec prudence, compte tenu du contexte de crise. En particulier, les importations ont moins reculé que les exportations d'automobiles notamment parce que la France a dans l'ensemble mieux résisté à la crise économique que ses principaux partenaires commerciaux. De plus, comme celui des échanges, le profil du solde commercial au sein de l'année 2009 a été très marqué : forte dégradation en début d'année, suivie d'une stabilisation à partir du 2<sup>e</sup> trimestre.

---

<sup>1</sup> Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année sur données CVS (gel de décembre).

La crise de 2009 intervient alors que le solde des échanges extérieurs d'automobile se replie continûment depuis 2005, en lien avec la stratégie d'internationalisation des constructeurs français. En effet, ces derniers ont implanté une part importante de leurs nouvelles unités de production (en particulier pour les modèles bas de gamme), à l'étranger<sup>2</sup>, notamment en Europe centrale et orientale.

## II/ Le solde des équipements automobiles s'améliore et le solde de la construction automobile continue de se dégrader

Les évolutions pour les deux sous-secteurs de l'industrie automobile au cours de l'année 2009 ont été différentes :

- les exportations de la *construction automobile* (2/3 du secteur) se sont très fortement dégradées (-30 %) alors que la baisse avait été moindre en 2008 (-13 %). Le repli des importations a été moins important (-21 %). Partant, le déficit commercial pour la construction automobile, apparu pour la première fois en 2007, s'est creusé, passant de -5 milliards d'euros en 2008 à -7 milliards d'euros en 2009. Néanmoins, depuis le 2<sup>e</sup> trimestre, le solde commercial pour la construction automobile s'est stabilisé, grâce à une forte hausse de nos ventes (près de 10 %, en moyenne trimestrielle) ;
- les exportations d'*équipements automobiles* (1/3 du secteur), se sont également détériorées en 2009 (-18 % après -6 % en 2008). Néanmoins compte tenu de la très forte baisse de nos importations (-25 %), notre excédent commercial s'est très légèrement amélioré cette année, passant de 2,1 milliards d'euros à 2,5 milliards d'euros.

## III/ Nos ventes d'automobiles ont régressé fin 2008-début 2009 vers tous nos principaux partenaires mais connaissent une amélioration depuis que ces derniers ont instauré des primes à la casse

### ► Les cinq premiers marchés de la France pour les exportations du secteur automobile : Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Belgique et Italie

Les exportations vers nos principaux clients, qui absorbent 60 % de nos exportations, ont enregistré une chute de 31 % en 2009<sup>3</sup>. Cette forte baisse concerne l'ensemble de ces pays, qui ont été particulièrement affectés par la crise économique actuelle, avec des baisses oscillant entre -16 % (Allemagne) et -35 % (Royaume-Uni). Toutefois, depuis le 2<sup>e</sup> trimestre<sup>4</sup>, nos ventes reprennent grâce à la mise en place de la prime à la casse en Allemagne (février), en Italie (février), au Royaume-Uni (mai) et en Espagne (juin).

### ► Les Nouveaux Etats Membres (NEM) de l'Union Européenne

Nos ventes vers les NEM (9 % de nos exportations) ont régressé dans les mêmes proportions (-31 % sur un an). La baisse a notamment été très marquée vers la Pologne (-39 %) alors que la Slovaquie a beaucoup mieux résisté (-5 %).

---

<sup>2</sup> Depuis 2006, plus d'un véhicule sur deux produits par les marques françaises est désormais produit à l'étranger.

<sup>3</sup> Données obtenues avec le gel du mois de décembre.

<sup>4</sup> Voir graphique en annexe.

► **Les autres marchés**

La baisse de nos ventes a également été très prononcée vers les **pays émergents**. Nos exportations ont baissé de 30 % vers le **Proche et Moyen-Orient** (même si les ventes vers la Turquie ont assez bien résisté avec une baisse de 12 % en 2009) et de 43 % vers l'**Asie**. De même, nos exportations vers la **Russie** ont fortement diminué en 2009 (-68 %). En revanche, nos ventes vers le **Maghreb** (3 % de nos exportations) se sont stabilisées en 2009 (+1,4 %).

Vers les autres **pays avancés**, nos ventes ont également chuté en particulier vers le **Japon** (-64 %). En revanche, nos exportations ont plutôt bien résisté vers les **Etats-Unis** (-9 %).



## ANNEXES

### Montants des exportations (en milliards d'euros), poids et taux de croissance

<i>Données estimées et CVS-CJO</i>	<b>Poids 2008</b>	<b>2008</b>	<b>Evolution</b>	<b>2009*</b>	<b>Evolution</b>
Produits de la construction automobile	67%	30,7	-12,6%	21,4	-30,0%
Equipements automobiles	33%	14,8	-6,1%	12,1	-18,1%
<b>ENSEMBLE</b>		<b>45,5</b>	<b>-10,6%</b>	<b>33,5</b>	<b>-26,1%</b>

\* Gel du mois de décembre à partir du chiffre de novembre CVS-CJO

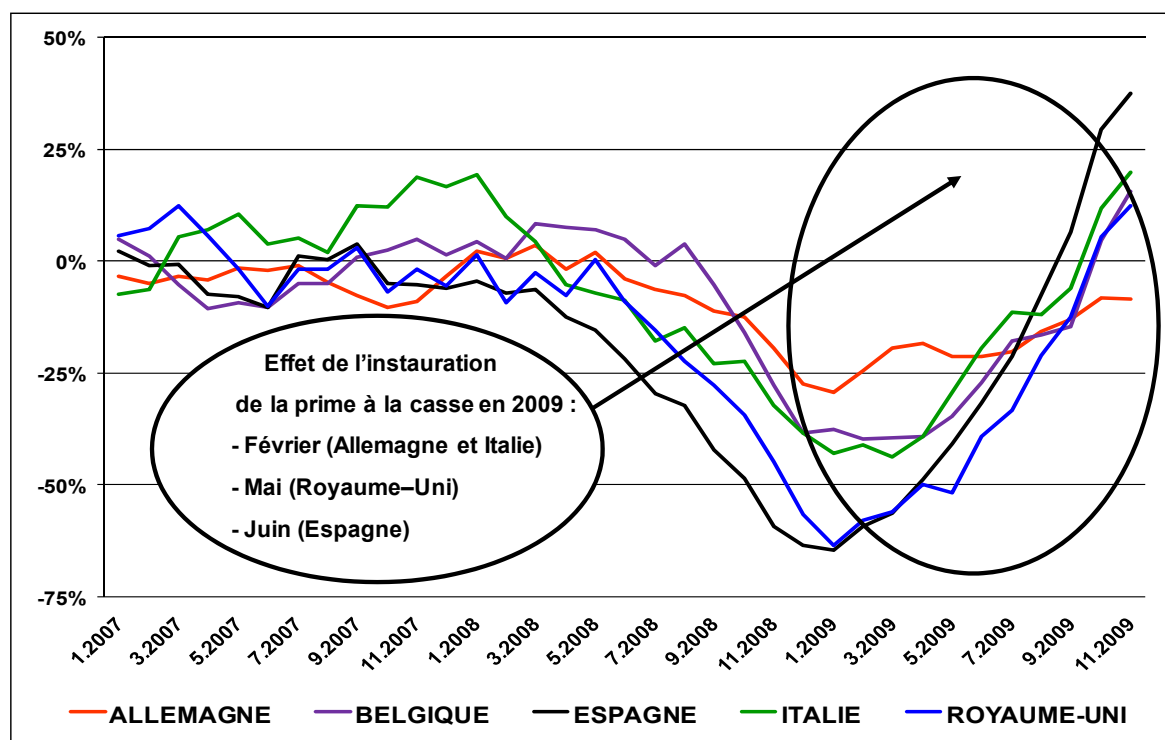
### Montants des exportations (en milliards d'euros), poids en 2008 et taux de croissance pour nos principaux clients

<i>Données brutes et collectées</i>	<b>Poids en 2008</b>	<b>Valeur 2008</b>	<b>Evolution 2008</b>	<b>Evolution 2009*</b>
Allemagne	17,0%	7,7	-5,8%	-16,1%
Espagne	15,2%	6,9	-27,1%	-26,8%
Royaume-Uni	9,8%	4,5	-17,7%	-35,3%
Belgique	9,2%	4,2	-3,9%	-23,1%
Italie	9,2%	4,2	-10,3%	-17,6%
Turquie	2,9%	1,3	10,6%	-11,8%
Pologne	2,6%	1,2	-5,1%	-39,3%
Pays-Bas	2,1%	1,0	-4,5%	-43,8%
Portugal	1,9%	0,9	-14,8%	-38,3%
Algérie	1,8%	0,8	24,9%	-2,5%
Slovaquie	1,7%	0,8	1,6%	-5,3%
Iran	1,7%	0,8	55,9%	-22,1%
Suède	1,6%	0,7	-20,4%	-42,4%
République tchèque	1,5%	0,7	-1,1%	-37,0%
Autriche	1,4%	0,7	-7,8%	-21,5%
Russie	1,4%	0,6	-3,7%	-68,3%
Etats-Unis	1,3%	0,6	-18,9%	-9,0%
Suisse	1,2%	0,5	-5,0%	3,2%
Slovénie	1,2%	0,5	-8,3%	-15,5%
Japon	1,1%	0,5	-9,9%	-63,8%
Roumanie	1,1%	0,5	-8,1%	-32,1%
Brésil	0,9%	0,4	16,3%	-20,0%
Chine	0,7%	0,3	-26,3%	1,4%

\* Gel du mois de décembre à partir du chiffre de novembre CVS-CJO

Sources : Douanes françaises, calculs DGTPE

Evolution mensuelle des exportations automobiles vers nos cinq premiers clients  
En glissement annuel (moyenne mobile sur trois mois)



Source : Douanes françaises, calculs DGTPE



## RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR 2009

### LES ECHANGES DE PRODUITS AGROALIMENTAIRES EN 2009

*Le secteur des produits agroalimentaires est constitué des produits issus de l'agriculture (1/4 des ventes de produits agroalimentaires), des boissons (1/4) et des autres produits des industries agroalimentaires ou IAA (1/2) qui comprennent entre autres les produits laitiers, les viandes, les produits de boulangerie-pâtisserie, les aliments pour animaux, etc.*

Les exportations françaises de produits agroalimentaires se sont élevées à 44 milliards d'euros pour l'année 2009, soit une chute de 11 % par rapport à 2008. Ce repli des ventes, reflet de l'impact de la crise économique sur ce secteur, est néanmoins moins marqué que dans les autres secteurs (-17 % en moyenne). Parallèlement, nos importations de produits agroalimentaires ont diminué, mais à un rythme moins soutenu, à -5 %, pour atteindre 39 milliards d'euros. En conséquence, notre excédent commercial en produits agroalimentaires se réduit de plus de 3,5 milliards d'euros pour atteindre 5,2 milliards d'euros en 2009.

#### I/ Sur la période 2000-2008, les ventes de produits agroalimentaires ont crû en moyenne de 3 %

Les ventes de produits agroalimentaires ont crû en moyenne de 3 % par an depuis 2000, c'est-à-dire au même rythme que l'ensemble des exportations françaises, pour atteindre un montant de 50 milliards d'euros en 2008 (soit un peu plus que l'automobile, par exemple). Toutefois, une rupture est intervenue en milieu de décennie : dans la première moitié des années 2000, le taux de croissance moyen était limité (+2 %), mais, depuis 2006, il se situe à plus de +7 % l'an. Les importations ont plus ou moins connu une évolution comparable, si bien que, sur l'ensemble de la période, l'agroalimentaire a continué d'enregistrer un excédent commercial conséquent, aux alentours de 9 milliards d'euros, ce qui tranche avec la dégradation importante du solde commercial hors énergie sur la période.

Sur la période 2000-2008, les dynamiques des produits issus de l'agriculture, des boissons et des autres produits des industries agroalimentaires ont été globalement équivalentes.

Sur le marché mondial de l'agroalimentaire, bien que notre part de marché ait reculé (de 9 % en 2000 à 7 % en 2008), la France occupe toujours la 2<sup>e</sup> place mondiale et la 1<sup>ère</sup> place européenne.

## II/ La crise a fortement affecté nos exportations de produits agroalimentaires, et principalement les produits agricoles et les boissons

Les ventes françaises de produits agroalimentaires étaient très bien orientées jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2008, date à partir de laquelle le ralentissement économique amorcé dans l'ensemble des pays développés a affecté nos ventes, celles-ci enregistrant des replis modérés (-1 % environ, en variation trimestrielle, aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2008). A partir du 4<sup>e</sup> trimestre 2008, la crise économique mondiale a entraîné une chute des exportations (-5 %, puis -7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009) avant une quasi-stabilisation au printemps (-1 % aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2009).

Dans un contexte de baisse de la demande, l'évolution des quantités exportées a suivi, de manière légèrement retardée, celle des prix des matières premières agricoles : la chute des prix sur la période été 2008 - printemps 2009 n'a donc pas soutenu nos ventes, et les exportations en valeur se sont repliées. Toutes les branches de l'agroalimentaire ont ainsi été touchées par la crise, mais les ventes de produits agricoles et de boissons ont plus particulièrement souffert, les autres produits des IAA s'étant moins repliés. Les importations agroalimentaires ont globalement moins diminué que les exportations, reflétant la meilleure résistance de la consommation française par rapport à ses principaux partenaires pendant la crise.

- Nos ventes de *produits agricoles* ont reculé de -17 % en 2009 par rapport à 2008, contrastant ainsi avec la forte augmentation enregistrée en 2008 (+17 %). Parallèlement, nos importations agricoles se sont également repliées (-6,5 %), mais à un rythme moins important. L'excédent commercial agricole s'est alors résorbé de 1,4 milliard d'euros pour s'établir à 2 milliards d'euros en 2009.

- Nos ventes de *boissons*<sup>1</sup> (-15 %) ont également souffert du recul de la demande mondiale. Nos importations ont également diminué mais à un rythme beaucoup moins soutenu (-3 %). Partant, l'excédent s'est dégradé de 1,7 milliard d'euros en 2009 pour atteindre 7 milliards d'euros.

- Les exportations des *IAA hors boissons* du secteur ont un peu mieux résisté et n'ont reculé que de 6 %. Nos achats de produits des IAA hors boissons se sont également repliés, mais à un rythme similaire (-5 %), si bien que notre déficit s'est presque stabilisé, à 3,6 milliards d'euros en 2009 (après 3,5 milliards d'euros en 2008).

## III/ Nos exportations de produits agroalimentaires ont fortement baissé vers tous nos principaux clients

### - L'Union européenne

Les exportations de *produits agricoles* se sont réduites de 18 %<sup>2</sup> en 2009 vers nos six principaux clients européens (Italie, Allemagne, Espagne, Belgique, Pays-Bas et Royaume-Uni), qui absorbent 67 % de nos ventes. Les plus fortes baisses

---

<sup>1</sup> Dans nos exportations de produits des IAA, le poids des boissons est de 29 %.

<sup>2</sup> Sur 11 mois.

enregistrées concernent les Pays-Bas (-29 %), la Belgique et le Royaume-Uni (-20 %) et l'Allemagne (-17 %). Dans une moindre mesure, nos ventes se sont contractées vers l'Italie (-12 %), l'Espagne (-11 %), ainsi que vers les Nouveaux Etats Membres de l'Union Européenne (-8 %).

Nos ventes de *boissons* ont chuté vers l'Union Européenne (-21 %). Nos exportations se sont principalement dégradées vers la Belgique (-34 %), l'Italie (-25 %) et le Royaume-Uni (-21 %). En revanche, elles ont mieux résisté en Allemagne et aux Pays-Bas (-9,5 %). Enfin, elles ont continué de progresser au Portugal (+3 %).

Nos ventes de *produits des industries agroalimentaires hors boissons* vers l'Union Européenne ont également baissé, mais à un rythme moins élevé que les boissons (-7,4 %). Elles ont enregistré une baisse de 8 % en moyenne vers nos 6 principaux clients européens : Belgique, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Pays-Bas (60 % de nos exportations). Dans le détail, la baisse de nos exportations a été particulièrement forte vers le Royaume-Uni et l'Espagne (-10 %) et dans une moindre mesure vers l'Allemagne et l'Italie, (-7 %). Enfin, nos ventes vers la Belgique ont assez bien résisté, la baisse n'a été que de 3 % en 2009.

#### - Hors Union européenne

Hors Union européenne, nos exportations de *produits issus de l'agriculture* ont également fortement baissé cette année, en particulier vers le Proche et Moyen Orient (-43 %), vers les pays de la CEI (-37 %) ainsi que vers l'Afrique (-19 %). Vers ce continent (qui représente 16 % de nos exportations agricoles ; 11 % pour le seul Maghreb), nos ventes ont été lourdement pénalisées par la chute enregistrée vers les pays du Maghreb (-28 %).

Nos ventes de *boissons* vers les pays émergents ont également fortement reculé, particulièrement vers les pays de la CEI (-43 %). Les baisses enregistrées pour nos exportations vers le Proche et Moyen-Orient (-18 %) et le Maghreb (-20 %) ont été un peu moins prononcées. En revanche, nos exportations vers les Etats-Unis, notre premier client non européen, se sont quasiment stabilisées en 2009 (-2 % contre -21 % en 2008).

En ce qui concerne les ventes des *produits des IAA hors boissons*, elles se sont lourdement repliées vers la CEI (-20 %) alors qu'elles ont beaucoup mieux résisté vers le Proche et Moyen Orient (-2 %) et vers l'Asie (-3 %). Enfin, nos exportations vers les Etats-Unis se sont relativement bien tenues (-3 %). Globalement la baisse des exportations des *produits des IAA hors boissons* est plus faible que celle des *boissons*.

## ANNEXE

### Montants des exportations (en milliards d'euros), poids et taux de croissance

	Poids 2008	2008	Evolution	2009*	Evolution
<i>Données estimées CVS-CJO</i>					
Produits agricoles	26 %	13,9	16,7 %	11,5	-17,2 %
Produits des industries agroalimentaires	74 %	36,1	4,4 %	32,9	-8,9 %
<i>Dont boissons</i>	31,4 %	11,3	0,3 %	9,6	-15,3 %
<i>Dont IAA hors boissons</i>	68,6 %	24,8	6,4 %	23,4	-6,0 %
<b>ENSEMBLE</b>	<b>100,0 %</b>	<b>50,0</b>	<b>8%</b>	<b>44,4</b>	<b>-11%</b>

\* Gel du mois de décembre à partir du chiffre du mois de novembre CVS-CJO

### Montants des exportations de produits agroalimentaires (en milliards d'euros) Poids en 2008 et taux de croissance pour nos principaux clients

	Poids en 2008	Valeur 2007	Evolution 2008	Evolution 2009*
<i>Données brutes et collectées</i>				
Allemagne	12,7%	6,3	7,7%	-10,2%
Belgique	12,2%	6,1	8,5%	-15,6%
Italie	11,4%	5,7	4,6%	-10,1%
Royaume-Uni	10,2%	5,1	-1,9%	-14,9%
Espagne	8,9%	4,4	4,1%	-10,5%
Pays-Bas	6,6%	3,3	10,3%	-17,9%
Etats-Unis	3,7%	1,9	-16,3%	-2,4%
Suisse	2,6%	1,3	16,5%	-7,5%
Japon	2,0%	1,0	-0,6%	-10,2%
Grèce	1,6%	0,8	3,5%	-7,7%
Portugal	1,5%	0,8	2,1%	2,7%
Russie	1,4%	0,7	10,7%	-27,1%
Maroc	1,3%	0,6	54,7%	-44,3%
Chine	1,1%	0,6	7,9%	13,1%
Singapour	1,1%	0,5	10,5%	-15,9%
Danemark	1,1%	0,5	8,4%	-20,6%
Irlande	1,0%	0,5	7,6%	-22,5%
Canada	1,0%	0,5	3,0%	-12,4%
Luxembourg	0,8%	0,4	2,5%	-8,8%

\* en glissement annuel sur 11 mois

Sources : Douanes françaises, calculs DGTPE



### LES ECHANGES DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES EN 2009

*Les exportations du secteur pharmaceutique sont essentiellement constituées (à 83 %) de médicaments et antibiotiques, le reste (17 %) étant constitué des vaccins, sérums, pansements, hormones, etc.*

Nos exportations de produits pharmaceutiques ont particulièrement bien résisté à la crise, affichant la meilleure progression parmi les secteurs de spécialisation industrielle. En hausse soutenue depuis 2000 (+8 % par an en moyenne entre 2000 et 2008, contre +3 % pour l'ensemble des secteurs), elles atteignent 25,5 milliards d'euros en 2009. Avec un poids de 7,5 % dans nos exportations totales, soit le même que celui de l'industrie du luxe, la pharmacie constitue un secteur de première importance qui joue un rôle moteur dans la dynamique de nos exportations.

#### I/ Nos exportations de produits pharmaceutiques sont demeurées dynamiques en dépit de la crise

Nos ventes de produits pharmaceutiques ont été encore dynamiques en 2009<sup>1</sup> (+8 % après +8,5 % en 2008), et ce malgré la crise économique. Peu sensibles à la conjoncture, elles ont ainsi beaucoup mieux résisté que le reste de nos exportations de marchandises (qui ont reculé de -18,5 % hors produits pharmaceutiques). En profil infra-annuel, les ventes de produits pharmaceutiques ont été plus dynamiques au 1<sup>er</sup> trimestre (+5 %) qu'aux trimestres suivants (comprises entre 1 % et 2 %).

Parallèlement, nos importations de produits pharmaceutiques ont suivi la même dynamique, à un rythme un peu plus soutenu (+13 %). Cela s'explique en particulier par le dynamisme des achats de vaccins en fin d'année dans le cadre du plan de lutte contre la grippe.

Au total, l'excédent commercial des échanges de produits pharmaceutiques s'est maintenu à un niveau élevé, autour de 4 milliards d'euros en 2009 (après 4,5 milliards d'euros en 2008).

Concernant les autres produits de la santé, nos ventes d'équipements et d'instruments médicaux<sup>2</sup> ont également bien résisté à la crise économique, progressant encore de 2 %. Parallèlement, nos importations d'équipements et d'instruments médicaux ont augmenté à un rythme légèrement plus soutenu en

<sup>1</sup> Extrapolation à partir des chiffres des 11 premiers mois de l'année (mois de novembre reporté en décembre).

<sup>2</sup> Correspondant à : équipements électromédicaux de diagnostic et de traitement et instruments à usage médical, optique et dentaire dans la nomenclature des Douanes.

2009 (4,5 %). Partant, notre déficit s'est aggravé de 0,2 milliard d'euros pour atteindre 1 milliard d'euros en 2009.

## **II/ Nos exportations ont été particulièrement dynamiques vers nos clients extra-européens**

En termes d'orientation géographique, nos exportations de produits pharmaceutiques présentent à l'instar du reste de nos exportations un « biais européen », cependant légèrement moins marqué que pour les autres secteurs en moyenne : ainsi, en 2009, le poids de l'Union Européenne dans nos exportations de produits pharmaceutiques s'est établi à 54 % contre 63 % en moyenne pour nos ventes prises dans leur ensemble.

► En 2009<sup>3</sup>, nos ventes en direction de l'UE ont légèrement ralenti mais restent soutenues (+4 % après +7 % en 2008)

Cette évolution globale masque toutefois des évolutions assez contrastées des exportations vers nos principaux partenaires de l'Union Européenne : ainsi, nos ventes ont été particulièrement dynamiques vers la Belgique (+31 %), qui sert de plateforme de distribution pour différents vaccins, et vers l'Espagne (+17 %). En revanche, les ventes ont été décevantes vers l'Italie (-4,5 %) et l'Allemagne (-3 %) et ont stagné vers le Royaume-Uni. En outre, nos ventes ont en général reculé vers les NEM (-12 %), avec des baisses particulièrement prononcées pour la Pologne (-22 %) et la Hongrie (-21 %). Enfin, elles ont également baissé vers le Danemark (-12 %), et dans une moindre mesure vers la Grèce et les Pays-Bas (-2 %).

► Nos exportations ont été de nouveau particulièrement soutenues vers les pays extra-UE en 2009 (+12 % après +10 % en 2008).

Qu'ils soient développés ou émergents, la plupart des pays extra-UE ont nettement stimulé nos exportations dans le secteur pharmaceutique. C'est le cas, parmi les pays développés, des Etats-Unis (+2 %), qui sont notre premier client mondial en absorbant un peu plus de 10 % de nos ventes de produits pharmaceutiques en 2009, mais également de la Suisse (+5 %), du Canada (+13 %) et surtout du Japon, qui a accru ses achats de produits pharmaceutiques français de près de 50 %. Parmi les pays émergents, c'est également le cas de la Russie (+4 %), de la Turquie (+9 %), de la Chine (+13 %) et de Singapour (+16 %).

---

<sup>3</sup> Les données géographiques disponibles étant brutes, les taux de croissance sont calculés en glissement annuel sur les 11 premiers mois.

## ANNEXES

### Montants des exportations (en Md€) et taux de croissance

<i>Données estimées CVS-CJO</i>	<b>2008</b>	<b>Evolution</b>	<b>2009*</b>	<b>Evolution</b>
Produits pharmaceutiques	23,7	8,5 %	25,6	8,0 %
Equipements médicaux	6,6	9,7 %	6,8	2,0 %

\* Gel du mois de décembre à partir du mois de novembre CVS-CJO

### Montants des exportations de produits pharmaceutiques (en Md€), poids en 2008 et taux de croissance pour nos principaux clients

<i>Données brutes et collectées</i>	<b>Année 2008</b>		<b>Evolution 2009*</b>
	<b>Valeur</b>	<b>Poids</b>	
Etats-Unis	25,1	10,6%	2,1%
Belgique	21,3	9,0%	31,4%
Allemagne	20,7	8,7%	-2,8%
Italie	15,1	6,4%	-4,5%
Espagne	13,3	5,6%	16,6%
Royaume-Uni	13,0	5,5%	-1,6%
Pays-Bas	8,1	3,4%	-2,0%
Pologne	7,2	3,0%	-21,7%
Suisse	7,0	2,9%	5,2%
Algérie	6,4	2,7%	-0,9%
Russie	5,3	2,3%	3,6%
Japon	5,3	2,2%	48,9%
Turquie	4,4	1,9%	9,1%
Hongrie	4,4	1,8%	-21,2%
Grèce	4,1	1,7%	-2,0%
Canada	3,8	1,6%	12,9%
Chine	3,7	1,5%	12,9%
Australie	3,5	1,5%	38,4%
Irlande	3,2	1,4%	3,9%
Portugal	3,0	1,3%	4,7%
Brésil	2,9	1,2%	-1,6%
Danemark	2,5	1,1%	-12,1%
Autriche	2,4	1,0%	-3,9%
Singapour	2,3	1,0%	15,5%
Roumanie	2,3	1,0%	-0,1%

\* en glissement annuel sur 11 mois

Sources : douanes françaises, calculs DGTPE

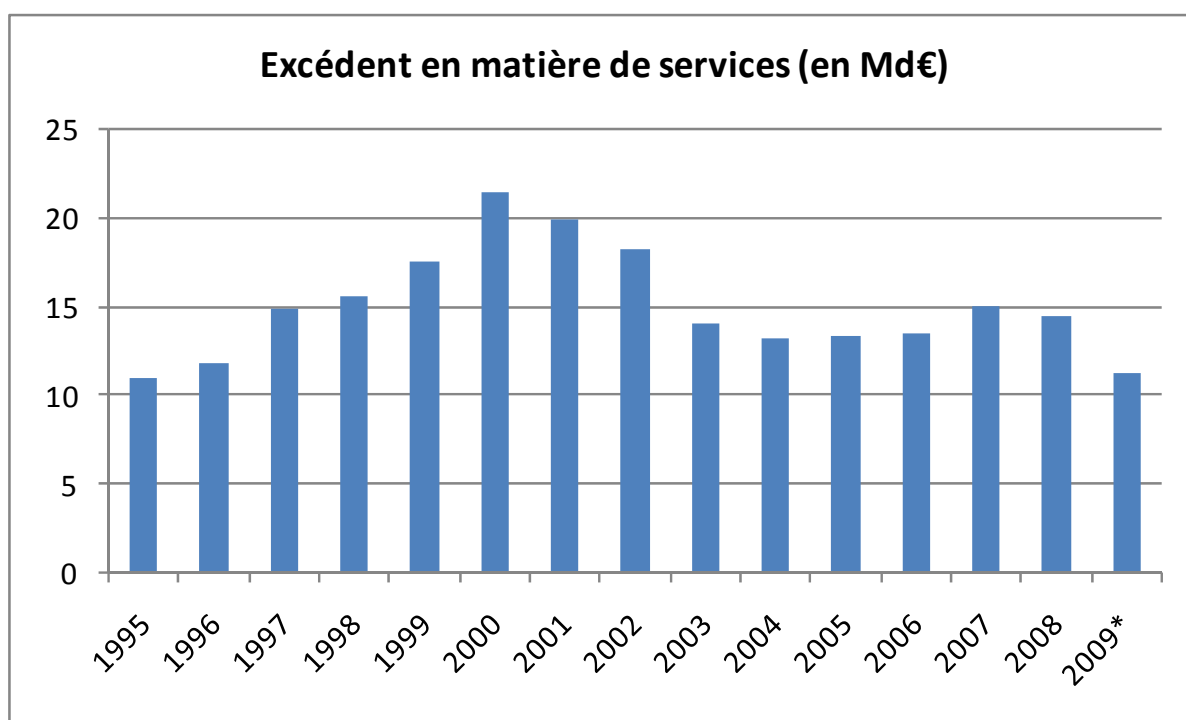
## RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR 2009

### LES ECHANGES DE SERVICES EN 2009

*La France est le 4<sup>e</sup> exportateur mondial de services (données 2008, derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne) avec 4,1 % de parts de marché. Les exportations de services représentent 21 % des exportations totales de la France en biens et services.*

Après un point haut atteint en 2000 et une baisse marquée au début des années 2000, l'excédent français des échanges de services a très peu évolué entre 2003 et 2008.

En 2009, nos échanges de services n'ont pas été épargnés par le repli généralisé du commerce mondial. Nos ventes de services ont ainsi reculé de 9 %, pour s'établir à 101,4 milliards d'euros<sup>1</sup>. En parallèle, nos importations se sont également repliées, quoique à un rythme légèrement moindre (-7 %) pour atteindre 90,2 milliards d'euros. Partant, notre excédent s'est contracté, perdant 3 milliards d'euros en 2009 par rapport à 2008 pour se situer à 11 milliards d'euros.



\* gel du mois de décembre à partir du mois de novembre

Source : banque de France

<sup>1</sup> Extrapolation à partir des 11 premiers mois de 2009

## I/ L'excédent du solde des échanges de « voyages et transports » a été affecté par la crise

En 2009, l'excédent des transports et voyages, dont les exportations constituent 59 % des exportations de services, s'est établi à 6,8 milliards d'euros après 7,7 milliards d'euros en 2008.

Cette détérioration concerne notamment les voyages, dont l'excédent se réduit de 1,5 milliard d'euros en 2009, les exportations (-6,3 %) ayant plus fléchi que les importations

(-4,7 %). Les difficultés de ce secteur s'expliquent essentiellement par le reflux généralisé du tourisme mondial, secteur particulièrement touché par le ralentissement économique.

En revanche, le déficit des transports s'est réduit, passant de 0,9 milliard d'euros en 2008 à 0,4 milliard d'euros en 2009. La contraction des flux (fret comme transport de passagers) a affecté nos exportations de transports (-16,5 %) comme nos importations (-18 %).

## II/ L'excédent relatif aux activités de services aux entreprises s'est amoindri en 2009

L'excédent relatif aux autres catégories de services, qui regroupent essentiellement des services aux entreprises, s'est réduit de 2,1 milliards d'euros en 2009, pour atteindre 4,4 milliards d'euros. Cette détérioration tient à une diminution des exportations (-6 %) supérieure à celle des importations (-2 %).

Nos exportations de services aux entreprises (-7,6 % en 2009) ont été affectées par la contraction généralisée des échanges internationaux. Les services les plus durement touchés ont été les services des administrations publiques (-20 %), les services de négoce international (-19 %) ainsi que les services personnels, culturels et récréatifs (-15 %). Cette détérioration de nos échanges a été en partie compensée par la hausse des exportations de services de construction (+13 %), dont l'excédent s'est légèrement gonflé en 2009, et surtout par celle des exportations de services d'assurances (dont la forte hausse de 21 % survient après une année 2008 particulièrement négative).

La baisse de l'excédent relatif aux autres catégories de services provient majoritairement de la diminution de 1,5 milliard d'euros de l'excédent du négoce international. Cet excédent reste toutefois très conséquent à 6,3 milliards d'euros pour les 11 premiers mois de l'année, tout comme celui des redevances et droits de licence (3,2 milliards d'euros pour les 11 premiers mois). Les déficits des services commerciaux et des services de location ont stagné en 2009.

## ANNEXE

### Evolution des échanges de services de la France en 2009

En Mds€, données CVS	Exportations		évolution	Importations		évolution	Solde	
	2008	2009*	2009	2008	2009*	2009	2008	2009*
<b>Transports + Voyages</b>	<b>65,7</b>	<b>58,8</b>	<b>-10,5%</b>	<b>58,0</b>	<b>52,0</b>	<b>-10,3%</b>	<b>7,7</b>	<b>6,8</b>
Transports	27,8	23,2	-16,5%	28,7	23,6	-17,9%	-0,9	-0,4
Voyages	37,9	35,6	-6,1%	29,3	28,5	-2,9%	8,6	7,1
<b>Autres services</b>	<b>45,4</b>	<b>42,6</b>	<b>-6,1%</b>	<b>38,9</b>	<b>38,2</b>	<b>-1,9%</b>	<b>6,5</b>	<b>4,4</b>
Autres services aux entreprises	26,1	22,3	-14,5%	24,5	23,1	-5,8%	1,6	-0,8
<b>Services</b>	<b>111,1</b>	<b>101,4</b>	<b>-8,7%</b>	<b>96,9</b>	<b>90,2</b>	<b>-6,9%</b>	<b>14,1</b>	<b>11,2</b>

\* Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS-CJO

En Mds€, données brutes	Exportations	Evolution		Importations	Evolution		Solde	Variation
	Valeur 2008	2008	2009*	Valeur 2008	2008	2009*	Valeur 2008	2009*
<b>Transports + Voyages</b>	<b>65,7</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-10,9%</b>	<b>58,1</b>	<b>6,5%</b>	<b>-11,6%</b>	<b>7,6</b>	<b>-0,4</b>
Transports	27,9	1,2%	-17,4%	28,8	3,6%	-18,8%	-0,9	0,5
<i>Transports maritimes</i>	10,1	2,0%	-24,3%	11,1	9,5%	-18,2%	-1,0	-0,4
<i>Transports aériens</i>	11,5	3,8%	-12,4%	10,9	-0,7%	-18,7%	0,6	0,6
<i>Autres transports</i>	6,3	-4,3%	-15,2%	6,7	1,5%	-19,8%	-0,5	0,4
Voyages	37,8	-4,6%	-6,3%	29,3	9,6%	-4,7%	8,5	-1,0
<b>Autres types de services</b>	<b>46,0</b>	<b>8,8%</b>	<b>-7,6%</b>	<b>39,1</b>	<b>-1,9%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>6,9</b>	<b>-2,6</b>
Services de communication	3,1	-4,8%	6,9%	2,0	3,9%	26,5%	1,0	-0,3
Services de construction	4,5	16,7%	12,8%	1,7	11,2%	26,6%	2,8	0,1
Services d'assurances	0,4	-44,6%	21,3%	1,2	-21,1%	-8,9%	-0,8	0,2
Services financiers	1,3	2,1%	1,8%	1,3	-8,2%	-6,4%	0,0	0,1
Services d'informatique et d'information	1,0	-26,0%	6,8%	1,4	-14,0%	1,6%	-0,4	0,0
Services, redevances et droits de licence	7,0	8,5%	-2,6%	3,4	-2,7%	8,1%	3,7	-0,4
Autres services aux entreprises	26,2	13,8%	-14,9%	24,5	-2,0%	-5,3%	1,7	-2,3
<i>dont négoce international</i>	8,2	46,0%	-18,9%	0	0,0%	0,0%	8,2	-1,5
<i>dont commerciaux</i>	1,6	9,1%	-4,0%	3,9	-9,3%	-2,1%	-2,3	0,0
<i>dont locations</i>	0,6	0,2%	-8,3%	1,7	-6,5%	4,6%	-1,1	-0,1
<i>dont divers</i>	15,9	2,9%	-14,0%	19,0	0,0%	-6,8%	-3,1	-0,8
Services personnels, culturels et récréatifs	1,5	5,1%	-14,8%	2,5	8,4%	-5,5%	-1,0	-0,1
<i>dont audiovisuels</i>	0,8	7,3%	-13,5%	1,4	9,8%	-7,1%	-0,6	-0,0
<i>dont autres</i>	0,7	2,7%	-16,2%	1,1	6,7%	-3,4%	-0,4	-0,1
Services des administrations publiques	0,9	15,4%	-20,3%	1,0	9,3%	-34,5%	-0,1	0,1

\* en glissement annuel (flux) ou en variation (solde) sur 11 mois

Sources : Banque de France, calculs DGTPE



## RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR 2009

### L'INVESTISSEMENT DIRECT INTERNATIONAL DE LA FRANCE EN 2008 ET 2009

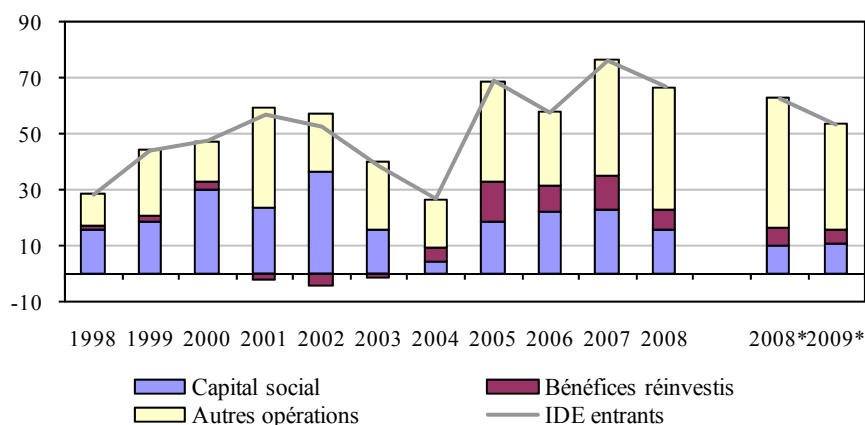
La chute des échanges mondiaux observée à l'hiver 2008-2009 s'est accompagnée d'un recul des flux d'investissements directs internationaux (-14 % en 2008<sup>1</sup>). La France n'a pas été épargnée par ces évolutions : en 2008, elle a connu un repli des flux d'IDE entrants (-13 %) tandis que les flux d'IDE sortants ont mieux résisté (+11 %). En 2009, les flux d'IDE entrants et sortants devraient avoir nettement reculé<sup>2</sup>.

#### I/ Le recul des IDE reçus par la France en 2008 devrait se renforcer en 2009 en raison de la crise économique

Les flux d'investissements directs étrangers en France reculent de 13 % en 2008. La France a mieux résisté que les pays développés pris dans leur ensemble (-29 %). Cependant, les IDE entrants dans les pays émergents ont poursuivi leur progression (+ 19 %).

Malgré ce repli, le niveau des IDE entrants en France demeure cependant très élevé (66 milliards d'euros<sup>3</sup> après 76 milliards d'euros en 2007) et la France se hisse désormais au deuxième rang mondial en termes d'accueil des IDE, derrière les Etats-Unis, d'après la CNUCED. Toutefois, il convient d'interpréter avec prudence ces résultats, car les flux d'IDE entrants ainsi mesurés comptabilisent aussi bien des apports en capitaux que des prêts intra-groupes ou d'autres opérations.

Investissements directs étrangers en France (milliards d'euros)



\* sur les 11 premiers mois de l'année

Source : Banque de France

<sup>1</sup> D'après le rapport annuel de la CNUCED « World Investment Report » paru en septembre 2009

<sup>2</sup> Les données consolidées pour l'ensemble de l'année 2009 seront disponibles en juin 2010

<sup>3</sup> Banque de France, rapport annuel de la Balance des paiements de la France pour 2008

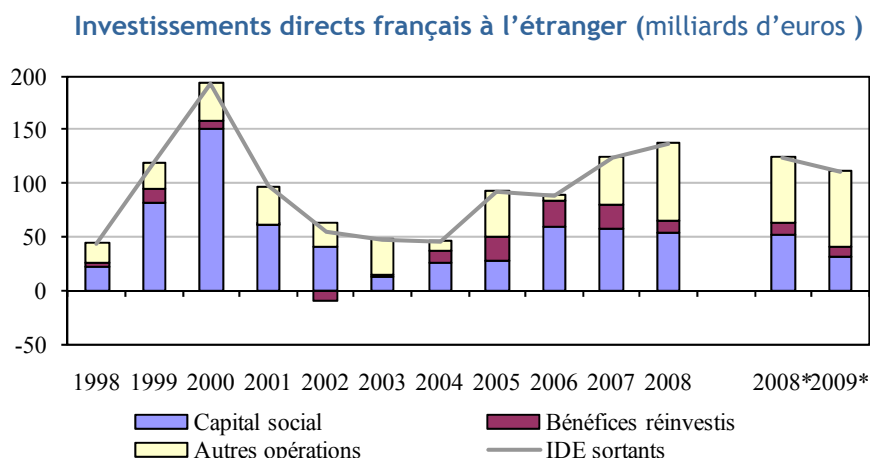
Le recul des flux d'IDE entrants est dû principalement aux opérations en capital social et aux bénéfices réinvestis, tandis que le niveau des autres opérations, qui correspondent aux opérations financières (prêts, flux de trésorerie) entre sociétés affiliées, reste élevé (43,9 milliards d'euros, soit 66 % du total). Plus précisément, le recul des opérations en capital social est principalement imputable à la baisse des investissements immobiliers (-38 %), qui reviennent à un niveau inférieur à celui observé les trois années précédentes. Enfin, les bénéfices réinvestis ont diminué de 40 % environ pour s'établir à 7 milliards d'euros en raison de la détérioration des résultats des filiales françaises des groupes étrangers et de la dégradation de la conjoncture économique.

Selon une estimation de l'AFII (Agence Française des Investissements Internationaux), **les emplois créés ou maintenus grâce aux investissements étrangers en France se seraient élevés à près de 32 000 en 2008**, soit un niveau toujours élevé en comparaison des autres années<sup>4</sup>.

D'après les résultats mensuels de novembre 2009, les IDE entrants sur les 11 premiers mois de l'année seraient en baisse (- 15 %), et s'élèveraient à 53 milliards d'euros sur les 11 premiers mois de l'année 2009 (contre 62 milliards d'euros sur la même période en 2008). Cette baisse serait principalement imputable au repli des bénéfices réinvestis (-26 %) et des autres opérations (-18 %).

## II/ Après une nouvelle progression en 2008 permettant à la France de se hisser au 2e rang des investisseurs internationaux parmi les pays de l'OCDE, les IDE sortants devraient reculer sensiblement en 2009

En 2008, les flux d'investissements directs français à l'étranger ont progressé de 11 %, pour s'établir à 137 milliards d'euros (après 124 milliards d'euros en 2007). Avec ce niveau, le plus élevé depuis 2000, la France devient, d'après la CNUCED, le deuxième investisseur mondial après les Etats-Unis.



\* sur les 11 premiers mois de l'année

Source : Banque de France

<sup>4</sup> Cf. bilan annuel de l'AFII sur les investissements étrangers en France, 2008 pour les modalités relatives à cet indicateur propre à l'AFII.

La progression tient exclusivement aux « autres opérations » (71 milliards d'euros, après 44 milliards d'euros en 2007), notamment les prêts à court terme et les flux de trésorerie. Même si elles sont en repli, les opérations en capital social se tiennent relativement bien, compte tenu du contexte de crise, à 53 milliards d'euros (57 milliards d'euros en 2007). En revanche, les bénéfices réinvestis se replient nettement, à 13 milliards d'euros (après 22 milliards d'euros).

En revanche, sur les 11 premiers mois de l'année 2009, les flux d'IDE sortants de France s'inscrivent en net repli (-11 %), pour s'établir à 111 milliards d'euros après 124 milliards d'euros sur la même période en 2008. Les opérations en capital social, après avoir plutôt bien résisté en 2008, auraient plus sensiblement reculé en 2009 (-42 % après -8 % en 2008) pour s'établir à 30 milliards d'euros, de nombreux projets d'investissements ayant été ajournés dans le contexte de crise économique. Les flux d'IDE sortants correspondant aux autres opérations continueraient à progresser, mais de manière plus modérée (+16 % après +63 % en 2008).